



SERVICE JÉSUISTE DES RÉFUGIÉS
Rapport Annuel 2007



Le JRS a été fondé par le père Pedro Arrupe SJ en 1980. Le JRS est un organisme catholique destiné à accompagner, servir et plaider la cause des réfugiés et des personnes déplacées de force. Le Rapport 2007 est publié en français, anglais, espagnol et italien.

Photo de couverture: Pour le JRS, l'accompagnement signifie être avec les réfugiés jusqu'à ce qu'ils n'aient plus besoin de soutien. Sergi Camara/JRS

Editeur: Peter Balleis SJ
Rédacteur: James Stapleton
Production: Sara Pettinella

Les articles peuvent être reproduits avec indication de la source.

Publications régulières du Bureau International du JRS
Dispatches, bulletin bi-mensuel, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et activités du JRS; il est disponible gratuitement par e-mail, en français, anglais, espagnol, et italien. Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis sur pied pour les aider. Disponible en français, anglais, espagnol, et italien. Pour recevoir gratuitement Dispatches et Servir abonnez-vous à travers le site web

<http://www.jrs.net/lists/manage.php>

accompagner, servir, défendre
Service Jésuite des Réfugiés

Table des matières



Message du Directeur International	5
Le JRS et l'advocacy	6
L'évolution de la mission. <i>Rester fidèle à la vision du père Pedro Arrupe</i>	7
Remise d'un prestigieux prix des Nations-Unies à une avocate du JRS	8
Les projets du JRS dans le monde 2007.....	10
L'éducation en Afrique	12
Afrique de l'Est	13
Grands Lacs	19
Afrique Australe	23
Afrique de l'Ouest	29
Asie Pacifique	33
Asie du Sud	39
Europe	43
Amérique Latine et Caraïbes	51
Etats-Unis – Canada	57
Les finances du JRS 2007	59
Les publications du JRS	60
Pour contacter le JRS	61



• La vie transformée. Une école primaire soutenue par le JRS, Kajo Keji, Sud Soudan. Don Doll SJ/JRS

Message du Directeur International



• Un camp pour personnes déplacées. Caconda, province de Huila, sud-est de l'Angola. Xavier García i Marí

Accompagnement: se tenir aux côtés des réfugiés en exil

C'est une joie de constater que l'on n'a plus besoin du JRS, lorsque les réfugiés rentrent chez eux ou sont réinstallés, et qu'ils commencent une nouvelle vie. C'est ce que nous avons expérimenté à la fin de l'année 2007 lorsque la gestion de plus de 30 écoles bâties par le JRS dans la province angolaise de Moxico a été transférée aux rapatriés. Un grand nombre d'entre eux avaient été exilés en Zambie.

Certains ont souri et hoché la tête lorsque j'ai parlé de Sal, Herbert et Francis, des membres de la première équipe du JRS du camp de Meheba en Zambie, en 1993. Trois ans plus tard, nous avons commencé à travailler en Angola aussi. Après 14 années de service auprès des déplacés et des réfugiés angolais, nous avons eu l'immense satisfaction de participer à la cérémonie de clôture du JRS Angola. La paix a définitivement pris racine.

L'an dernier, un autre engagement à long terme s'est terminé au Libéria, au terme d'une dernière année d'efforts soutenus pour finir la construction d'écoles et aider les communautés avec des programmes d'hébergement et d'agriculture dans les provinces de Lofa et de Nimba. Le JRS travaille au Libéria depuis 1993, en dehors d'un intervalle de deux années.

Lorsque le père Arrupe a fondé le JRS, il pensait que sa durée serait temporaire. L'engagement du JRS est temporaire dans la mesure où il se retire dès que la paix est installée, mais cela peut prendre des années pendant lesquelles nous devons être à l'écoute des réfugiés, les servir et plaider leur cause. Au Vietnam et au Cambodge, il a fallu 15 ans, de même en Angola et au Libéria. C'est cela l'accompagnement: se tenir aux côtés des réfugiés en exil.

La mort du père Packiaranjith démontre qu'en accompagnant les personnes on peut risquer sa vie

Le 1^{er} octobre 2007, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Antonio Gutierrez, a remis le Prix Nansen au Docteur Katrine Camilleri du JRS Malte. Au cours de la cérémonie, il a loué la fiabilité du JRS en tant qu'organisation partenaire. Notre fiabilité s'enracine dans notre fidélité aux réfugiés, dans notre mission de les accompagner jusqu'à ce qu'ils n'aient plus besoin de nous.

Le Haut Commissaire a déclaré que Katrine était une "ange" pour les demandeurs d'asile détenus à Malte. Pour elle, ce ne sont pas de simples clients, ce sont des amis qui vivent un moment difficile. Un "ange" accompagne, montre le chemin, encourage et se situe en ami.

Au moment où Katrine recevait le Prix Nansen, nous avons appris la tragique nouvelle de l'assassinat du père Packiaranjith, le coordinateur de l'Advocacy au sein du JRS Sri Lanka. Le 25 décembre 2007, une mine a détruit le véhicule du prêtre âgé de 40 ans, tandis qu'il voyageait dans le territoire tenu par les rebelles pour délivrer de l'aide aux personnes déplacées et aux orphelins. Sa mort démontre qu'en accompagnant des personnes déplacées et en partageant les dangers auxquels elles sont confrontées, on peut risquer sa vie.

En 2007, le leadership a changé: le père Lluís Magriña a quitté son poste de Directeur International, et le père Peter-Hans Kolvenbach SJ, celui de Supérieur Général de la Compagnie de Jésus, celui qui supervisait le JRS. Dans son mot d'adieu, le père Kolvenbach a exprimé sa gratitude à toutes les personnes impliquées: "collaborateurs, réfugiés, laïcs, religieux et religieuses, Jésuites, parce que l'apostolat social de la Compagnie a été une source de profonde consolation tout au long des 24 années que j'ai passées à la tête de la Compagnie de Jésus... Je suis heureux de voir combien le JRS est engagé dans sa mission auprès des réfugiés et des personnes déplacées, les plus pauvres d'entre les pauvres, dans le monde entier, et tout particulièrement dans les camps".

J'aimerais exprimer ma gratitude à tous les collaborateurs du JRS, aux donateurs et aux partenaires, au père Lluís Magriña et plus particulièrement au père Kolvenbach.

Peter Balleis SJ

Le JRS et l'advocacy



• Des élèves dans une école soutenue par le JRS, dans le camp de Gihembe, Ruanda. Sergi Camara/JRS

L'an dernier, le JRS a placé au cœur de son action la défense des droits humains des réfugiés et des personnes déplacées de force. Le travail d'Advocacy a voulu donner au personnel les moyens de répondre à des questions particulières sur le plan international, en particulier les enfants impliqués dans des conflits armés, la violence basée sur la différence sexuelle, la détention des immigrants et la recherche de solutions durables. Toutefois, des équipes ont également répondu à des crises et à d'autres questions au fur et à mesure où elles se sont présentées.

Même après que l'attention des médias s'est détournée, le JRS continue à défendre les droits des réfugiés oubliés

pour l'Amérique Latine, ainsi qu'une rencontre inter pays pour le personnel des projets du Sud Soudan et du nord de l'Ouganda. Au cours de ces rencontres, le personnel a reçu une formation sur les droits humains internationaux, et on les a encouragés à discuter des approches stratégiques et à partager leurs expériences. De nombreux ateliers au niveau des pays ont mis l'accent sur la promotion de l'égalité entre les sexes, l'autosuffisance et la construction de la paix dans les sociétés en phase d'après conflit.

Pour renforcer la compétence de son personnel, le JRS a organisé trois rencontres internes sur l'advocacy en 2007 pour les responsables. Ces rencontres incluent les rencontres régionales qui ont eu lieu à Bangkok pour l'Asie Pacifique et à Caracas

En République Démocratique du Congo et en Colombie, le personnel a participé activement aux coalitions nationales contre l'utilisation des enfants dans les conflits armés, sensibilisant l'opinion publique et fournissant aux enfants des alternatives au conflit. De plus, le JRS a soutenu le projet pilote du HCR sur l'éducation sécurisée qui vise à la création d'un environnement sûr pour l'apprentissage scolaire. Si ce projet est mené à bien, il pourrait combattre la violence sexuelle et d'autres types de violence, et il encouragera la fréquentation scolaire, offrant aux enfants des alternatives à l'enrôlement dans les groupes armés.

Le JRS a redoublé d'efforts pour remettre en question l'utilisation de la rétention administrative

pour migrants publié en novembre. Aux Etats-Unis et en Europe, le JRS a redoublé d'efforts pour remettre en question l'utilisation de la rétention administrative. Ce travail a été récompensé par le prestigieux Prix Hansen remis au Dr. Katrine Camilleri par le HCR.

Le JRS a joué un rôle prépondérant dans la Coalition Internationale contre la Détention des Réfugiés, des Demandeurs d'Asile et des Migrants (IDC), par une contribution active à des déclarations et à des livrets - en particulier la rapport de l'IDC sur les enfants en centres de détention

La plus grande partie du travail accompli a porté sur la promotion de changements politiques et législatifs destinés aider les réfugiés à trouver des solutions viables : rapatriement volontaire, intégration locale ou réinstallation. Au Népal, après des années de campagne de sensibilisation, la réinstallation de quelque 60 000 réfugiés bhoutanais dans des pays tiers a pu commencer. Dans plusieurs pays, comme le Panama, la République Dominicaine et le Kenya, le personnel a veillé à ce que les communautés déplacées jouissent de la liberté de déplacement et qu'elles aient accès au marché du travail. En Europe, les équipes se sont attachées à sensibiliser l'opinion au sort des réfugiés qui passent à travers les mailles du système et sombrent dans une extrême pauvreté.

Tout en se concentrant sur ces priorités, le JRS a répondu à des crises et à de nouveaux défis au fur et à mesure où ils se sont présentés, entre autre par le biais de rapports et d'articles dans les médias. Le JRS a contribué à la prévention d'une crise alimentaire au Népal. Il a également attiré l'attention sur des actes de violence commis à l'encontre des civils au Sri Lanka. En Equateur, le JRS et d'autres ONG ont travaillé en étroite collaboration avec le Comité des Travailleurs Migrants des Nations Unies. Cette collaboration a débouché sur des recommandations qui, si elles sont mises en œuvre, bénéficieront à des milliers de réfugiés. Et même lorsque l'attention des médias s'est déplacée sur une autre crise, le JRS continue à défendre les droits des personnes déplacées de force qui sont oubliées, et il contribue à trouver des solutions qui leur permettent de vivre dans la paix et la dignité.

Andrew Galea Debono, Coordinateur de l'Advocacy et du Service Politique

L'évolution de la mission

Rester fidèle à la vision du père Pedro Arrupe



• Un visionnaire. Le père Pedro Arrupe SJ, ancien Père Général et fondateur du JRS

Le centième anniversaire de sa naissance (1907-2007) nous a fourni l'occasion de faire mémoire de la vision du père Pedro Arrupe concernant le Service Jésuite des Réfugiés qu'il a fondé le 14 novembre 1980. C'est le dernier projet qu'il a lancé en tant que Supérieur Général de la Compagnie de Jésus. Son appel: "Dieu nous parle à travers ces pauvres gens" a été entendu par un grand nombre de Jésuites qui se sont portés volontaires pour aller dans les camps.

Le JRS sera une école qui nous permettra d'apprendre beaucoup de choses

Le développement du JRS a toujours été une source de joie pour le père Arrupe. "J'y vois une formidable ouverture pour la Compagnie, et pas seulement en ce qui concerne le travail parmi les réfugiés. C'est une école qui nous permettra d'apprendre beaucoup de choses". Telles sont les paroles qu'il a prononcées le 6 août 1981 au cours d'une rencontre en Thaïlande, avec six Jésuites impliquées dans l'apostolat. C'est au cours de cette rencontre que fut adopté le principe d'un ministère consistant à "être avec plutôt que faire pour". Ce discours fut le chant du cygne du père Arrupe. Le lendemain, sur le chemin de Rome, il fit une attaque qui lui réduisit la parole et le laissa en partie paralysé.

Sous le généralat du père Peter-Hans Kolvenbach, le nouveau Père général qui a repris à son compte l'appel de son prédécesseur, JRS s'est rapidement étendu. "Notre service auprès des réfugiés est un engagement apostolique de la Compagnie tout entière... Notre test de viabilité pour aujourd'hui. "Au terme de plusieurs années de mise en forme, le Service Jésuite des Réfugiés a été officiellement adopté par la 34e Congrégation Générale en 1995". Il y a plus de 45 millions de réfugiés et de déplacés de par le monde... Le Service Jésuite des Réfugiés accompagne un grand nombre de ces frères et sœurs, en se mettant au service de leur cause dans un monde indifférent. La Congrégation Générale demande à toutes les Provinces de la Compagnie de soutenir le Service Jésuite des Réfugiés de toutes les manières possibles".

Les défis n'ont jamais empêché les bénévoles de rejoindre le JRS

Tout au long de son généralat, qui a pris fin en 2007, le père Kolvenbach a toujours tenu le même discours au JRS: soyez fidèles à la vision du père Arrupe, en servant les personnes déplacées qui vivent dans des conditions semblables à celles des camps, c'est-à-dire ceux qui ont le plus besoin de protection, les plus vulnérables, les plus oubliés, ceux dont la vie est menacée. Le père Kolvenbach a repris l'appel du père Arrupe en faveur d'un "esprit de service et de disponibilité... en allant là où nous appelle le plus grand service de Dieu". "A l'image de Saint Paul, nous ne sommes pas destinés à rester toujours au même endroit, mais à faire naître des projets et à partir lorsque notre travail est terminé, en cherchant toujours les besoins dont personne ne s'occupe".

Ce n'est pas une mission facile. Le père Arrupe le savait bien. Le 6 août 1981, il dit aux Jésuites travaillant dans les camps: "votre travail est important, même s'il est difficile... Priez. Priez beaucoup. Ce genre de problèmes ne se résout pas par les seuls efforts humains". Des années plus tard, en 2006, le père Kolvenbach déclarait: "c'est plus facile d'aider lorsque cela ne vous fait pas souffrir. Vous vous contentez de faire votre travail. Mais ce ne sera jamais le cas de ceux qui travaillent dans le cadre du JRS".

Les défis n'ont jamais empêché les bénévoles de rejoindre le JRS. Les Jésuites et leurs associés donnent leur temps, leurs talents, leur professionnalisme, et eux-mêmes, pour vivre la mission du JRS d'une manière qui ferait la fierté du père Arrupe.

Remise d'un prestigieux prix des Nations Unies à une avocate du JRS Reconnaissance du courage et de la persévérance



• Katrine Camilleri, lauréate du Prix Nansen, fait le point avec une femme congolaise demandeur d'asile sur sa situation. A Pace/HCR

Le 1^{er} octobre, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Antonio Guterres, a remis le Prix Nansen 2007 au Docteur Katrine Camilleri, une avocate du JRS Malte, âgée de 37 ans, engagée dans la défense des droits des réfugiés et des migrants. Le Comité Nansen qui décerne le prix a déclaré avoir voulu récompenser son engagement exceptionnel en faveur de la cause des réfugiés.

Dans un passé récent, le Dr Camilleri et le JRS Malte ont été la cible d'une série d'attaques

Au cours de la cérémonie de remise du prix, M. Guterres a fait l'éloge du courage dont fait preuve le Dr Camilleri dans son travail auprès des réfugiés et des demandeurs d'asile. Il a ensuite parlé de la collaboration du JRS et du HCR pour aider les gouvernements à identifier les réfugiés pris dans les mouvements migratoires et à répondre à leurs besoins. Dans son discours, l'avocate maltaise a déclaré que ce prix représentait un honneur pour l'ensemble des équipes du JRS qui, de par le monde, continuent à accompagner, servir et défendre les droits des personnes déplacées de force.

Dans un passé récent, le Dr Camilleri et le JRS Malte ont été la cible d'une série d'attaques. Neuf véhicules appartenant au JRS ont été incendiés en deux fois. En avril 2007, des incendiaires s'en sont pris à la voiture de Katrine et à la porte d'entrée de sa maison. Ce dernier incident a terrifié sa famille qui s'est retrouvée prise au piège. Ces attaques qui ont choqué la communauté maltaise, ont été unanimement condamnées, y compris par le gouvernement.

Le JRS est devenu la première organisation maltaise à offrir des services juridiques professionnels aux immigrants placés en centres de rétention administrative

Les premiers contacts du Dr Camilleri avec les réfugiés remontent à 1994, à cette époque elle travaillait pour un petit cabinet d'avocats. Elle s'est occupée de la situation d'un jeune Libyen qui devait être expulsé vers son pays d'origine où il risquait d'être persécuté. A partir de ce moment-là, son intérêt n'a fait que croître et elle a rejoint le JRS Malte en 1997, d'abord comme bénévole, puis à temps partiel et enfin, à temps complet.

Le JRS Malte sortait des limbes lorsque Katrine a commencé à offrir des services juridiques aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. En 2000, on lui a confié le cas d'un demandeur d'asile placé en rétention administrative, bientôt suivi de nombreux autres ayant besoin d'assistance juridique. Le JRS Malte est devenu la première organisation à offrir des services juridiques professionnels aux immigrants placés en centres de rétention administrative.

En 2002, le nombre de demandeurs d'asile arrivant à Malte par bateaux s'est considérablement accru. Face aux immenses besoins de ces demandeurs d'asile, le JRS s'est tourné vers les centres de rétention administrative. En dépit des nombreux cas qu'elle a à traiter, la jeune femme, qui est mère de deux enfants, se dépense sans compter pour étendre les services du JRS. Elle a trouvé les fonds pour engager du personnel professionnel et démarré de nouveaux projets pour les réfugiés en matière de santé et d'éducation.

Depuis 1997, Katrine a proposé des services juridiques à des centaines de personnes placées en centres de rétention administrative, les aidant à préparer leur demande d'asile et à faire appel de la décision de les placer en centres de rétention. Elle a fait porter ses efforts sur les personnes les plus vulnérables, y compris celles qui ont été victimes de torture ou de traumatisme, et celles qui ont survécu aux violences sexuelles.

Le Prix Nansen est décerné chaque année à une personne ou à une organisation pour son travail en faveur des réfugiés. Il a été créé en 1954 et nommé d'après Fridtjof Nansen, le célèbre explorateur norvégien qui fut aussi le premier fonctionnaire chargé des réfugiés dans le monde. Parmi les récipiendaires du Prix on trouve Eleanor Roosevelt et Médecins Sans Frontières.

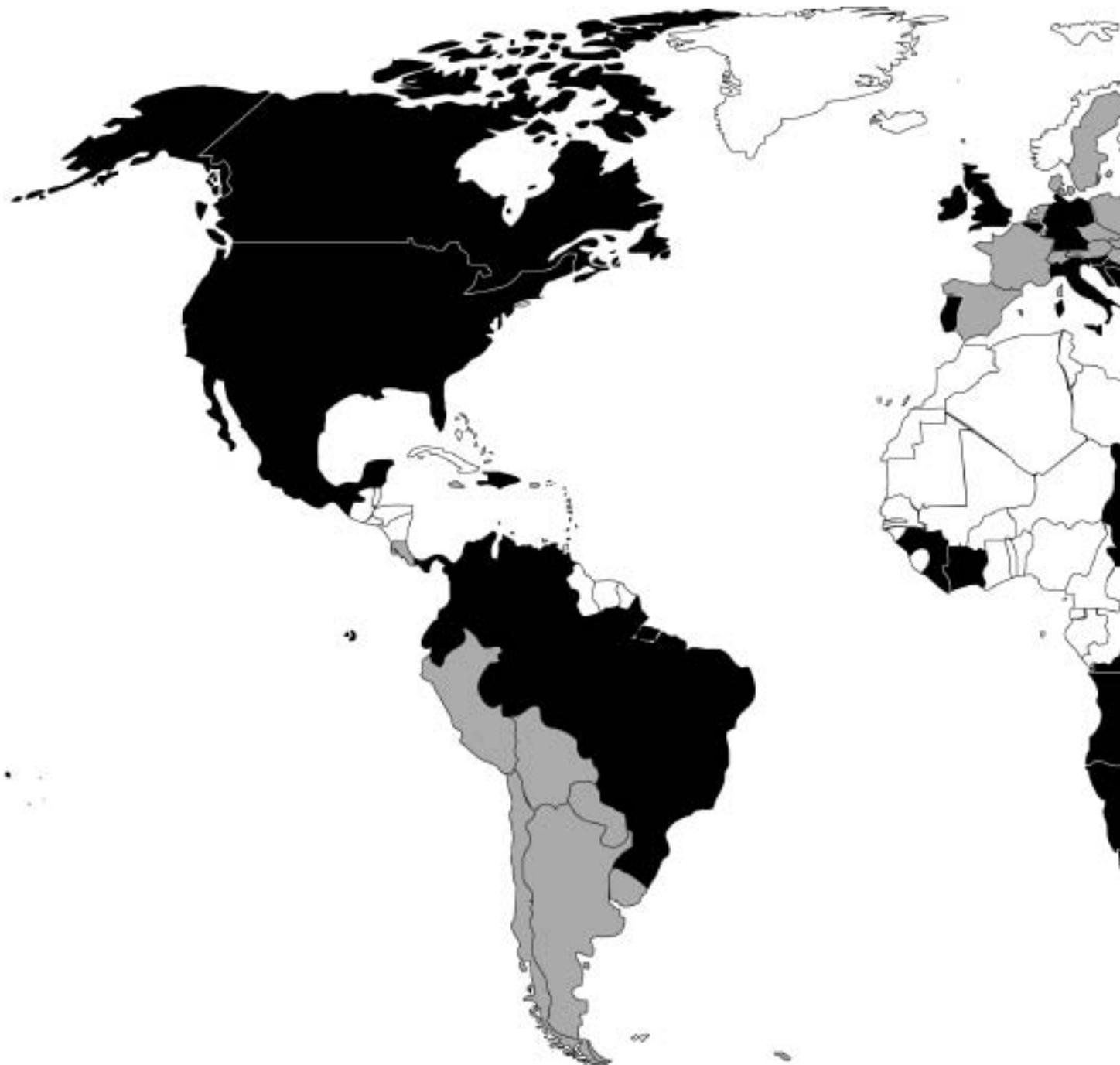


• Le Centre d'accueil de jour de Hal Far pour les réfugiés, Malte. A Pace/HCR



• Le personnel du JRS Malte quelques jours avant la remise du Prix Nansen à Katrine Camilleri, Malte. A Pace/HCR

Les projets du JRS dans le monde 2007





■ Pays dans lesquels le JRS fournit des services aux déplacés de force

■ Pays dans lesquels le JRS a une personne de contact, mais n'é fournit pas des services directement aux déplacés de force

L'éducation en Afrique 2007

L'Afrique est toujours le continent le plus affecté par la guerre, avec quelque 15 millions de déplacés sur un total de 40 millions pour l'ensemble des continents. Dans la mesure où l'Angola, le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Libéria et le Soudan continuent à mettre en œuvre des accords de paix, des dizaines de milliers de rapatriés sont confrontés à d'énormes défis en matière de réintégration et de reconstruction en période d'après conflit.

Le JRS a développé des stratégies pour petit à petit fermer des projets et en passer d'autres à des organisations locales

Plus de la moitié des enfants du primaire - au moins 39 millions sur les 77 millions de par le monde - vivent dans des pays affectés par la guerre. Plus des deux tiers de ces derniers vivent dans des états

d'Afrique fragilisés par les conflits. Ces enfants n'ont pas de droit à l'éducation. Et par voie de conséquence, ils sont exposés à diverses formes de violence, au recrutement par les groupes armés, la participation directe à la guerre, la maladie et les épidémies, l'exploitation et les abus. De plus, ils sont moins équipés pour contribuer à la reconstruction de leurs pays d'origine.

Le droit à une éducation de qualité est plus qu'un simple droit. Le JRS pense que c'est une manière de se protéger. L'éducation de qualité sauve et soutient la vie, restaure la normalité de la vie pour les enfants pris dans les conflits, offre des opportunités pour le futur, prévient les conflits et promeut la paix. L'éducation prépare les enfants à devenir citoyens, et les rend capables de construire des sociétés justes et pacifiques. Par le biais de son centre et de l'ERPA (personne ressource pour l'Education en Afrique), tous deux basés à Nairobi, le JRS offre une grande variété de services à 18 nations africaines.



• L'éducation fait naître l'espoir. Nord de l'Ouganda.
Don Doll SJ/JRS

En 2007, l'ERPA a visité 11 projets éducatifs dans cinq pays d'Afrique - Burundi, Kenya, Rwanda, Soudan et Ouganda - dans le cadre d'un processus d'évaluation. Au cours de ces visites, l'ERPA a donné des informations et des conseils au personnel. Des évaluations des projets éducatifs ont été faites à Yei, Lobone et Kajo Keji, au Sud Soudan, ainsi que le projet des bourses de Kakuma, au nord du Kenya. Suite à une relecture des activités éducatives à Adjumani, nord de l'Ouganda, le JRS a développé des stratégies pour petit à petit fermer des projets et en passer d'autres à des organisations locales. En collaboration avec le HCR (l'agence onusienne des réfugiés) et le représentant du JRS à Genève, il a été entrepris une évaluation des activités éducatives dans les camps de réfugiés du Rwanda, dans le cadre du Safer School Environment Projet.

Ceux qui sont en situation de grande vulnérabilité ont fait l'objet d'une plus grande attention

Le personnel du JRS et des personnels éducatifs ont pu participer à des ateliers et à des séminaires et ils ont reçu des informations sur les nouvelles réalisations, sur de meilleures pratiques et sur d'autres ressources. L'an dernier, un bulletin mensuel a été envoyé à plus de 70 bureaux du JRS et à des partenaires. Quelque 130 nouveaux manuels scolaires, rapports de recherche et autres matériels de base ont été acquis

et donnés au personnel à leur demande. Une mise à jour complète de toutes les ressources, en particulier les nouvelles acquisitions, accessible à partir du centre a été envoyée aux principaux membres du personnel et à des partenaires.

De plus, l'ERPA a travaillé en étroite collaboration avec les agences onusiennes, les gouvernements locaux, les ONG, en particulier le Girl Child Network, et du personnel éducatif. Ce qui a permis de développer des stratégies pour maximiser l'accès à l'éducation en périodes d'urgence et de reconstruction après la fin des conflits. Ceux qui sont en situation de grande vulnérabilité ont fait l'objet d'une plus grande attention. Un document qui s'appuie sur l'expérience du JRS Grands Lacs, *Programme d'Education de Base pour les populations affectées par la guerre en Afrique: Une stratégie d'intervention* a été finalisé. Il formera le socle du futur travail sur un manuel de gestion de projet qui servira aux services d'éducation du JRS en Afrique.

Martin Foss, Coordinateur de l'éducation en Afrique pour le JRS



Afrique de l'Est

L'Afrique Orientale accueille et engendre des réfugiés. Les 1 544 900 réfugiés de la région se répartissent ainsi: 485 700 sont accueillis en Tanzanie, 337 000 au Kenya et 277 000 en Ouganda. Trois pays qui font partie des dix pays qui accueillent le plus de réfugiés, dans le monde. En 2007, un certain nombre de politiques ont favorisé le rapatriement à grande échelle des réfugiés et des personnes déplacées, suite à l'amélioration de la situation au Burundi, Sud Soudan et nord de l'Ouganda. Dans ce dernier pays, l'amélioration largement due aux pourparlers de paix entre le groupe rebelle de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et le gouvernement, a eu un impact positif sur le Sud Soudan. Ce processus de rapatriement s'explique également par le changement d'attitude des gouvernements à l'encontre des importantes populations de réfugiés qui se trouvent depuis longtemps dans ces divers pays et qui ont été encadrées par des contrôles stricts de la part du bureau des migrations et des politiques liées aux camps.

Le fait de mettre de plus en plus l'accent sur la gestion des migrations a conduit à une législation sur les réfugiés

Bien que dans certaines parties de la région la situation se soit améliorée au cours de l'année, ce qui a facilité le rapatriement, les conflits se sont intensifiés en Somalie, au Darfour, la partie occidentale du Soudan, la région d'Ogaden, dans le sud-est de l'Éthiopie et en République Démocratique du Congo. Par voie de conséquence, les citoyens de ces pays ont fui vers les pays voisins de la région. En janvier 2007, le gouvernement kenyan, au nom de la sécurité, a décidé de fermer ses frontières avec la Somalie, forçant ce pays à trouver des itinéraires alternatifs à l'extérieur du pays. Ceux qui sont partis vers le Kenya ont reçu une assistance. Le 27 décembre dernier, l'opposition a accusé le gouvernement kenyan d'avoir truqué les élections présidentielles, ce qui a provoqué des flambées de violence qui ont fait des centaines de victimes et des centaines de milliers de déplacés.

Bien que l'Afrique de l'Est soit depuis longtemps une terre d'accueil pour les populations réfugiées, c'est le HCR qui assume la responsabilité de leur protection. Depuis le début de sa politique d'ensemble, de la manière dont il traite les écarts et renforce l'efficacité de sa réponse à la crise humanitaire grâce à des partenariats, le HCR a également assumé la responsabilité de la protection, de l'hébergement d'urgence et de la gestion, dans les camps de déplacés. A la fin de l'année 2007, le HCR avait utilisé cette approche en Éthiopie, Somalie et Ouganda, mais pas au Soudan, auprès d'une fourchette de personnes déplacées qui va de 5,8 à 7,6 millions.

La peur de la reprise des conflits et l'insuffisance de terres, ont fait que la majorité des Burundais réfugiés sont restés en Tanzanie

En réponse à une prise en compte globale de la gestion des migrations et de la sécurité, la législation actuelle de la Tanzanie et de l'Éthiopie a été revue et une nouvelle loi sur les réfugiés a été votée au Kenya et en Ouganda. La coopération entre les gouvernements, le HCR et les autres agences s'est intensifiée. En juillet, la Tanzanie a demandé aux réfugiés burundais de rentrer dans leur pays d'ici à la fin de l'année 2007. En dépit de 36 000 rapatriements volontaires, la peur de la sécheresse, la reprise des conflits et l'impossibilité d'avoir accès à la terre, ont fait que la majorité des Burundais réfugiés sont restés en Tanzanie.



• Faire tomber les barrières. Un groupe de la paix soutenu par le JRS. Sud Soudan. Andrew Galea Debono/JRS

Le Comprehensive Peace Agreement signé entre les autorités du sud Soudan et le gouvernement demeure fragile, ainsi que cela est apparu en octobre dernier suite à un désaccord entre les deux gouvernements. D'autre part, le grand nombre de réfugiés et de déplacés rentrant au Sud Soudan - près de 1,5 millions en 2005 -, ainsi que le lent processus de rapatriement ont pesé sur les structures de base, et contribué à faire monter la tension entre les différents groupes. De plus, la situation au Darfour continue à être particulièrement alarmante: 245 000 personnes ont été contraintes de fuir au Tchad et deux millions d'autres ont été déplacées à l'intérieur des frontières. Bien que figurant en bonne place sur l'agenda politique d'un grand nombre de pays, les Nations Unies et l'Unité Africaine semblent dans l'incapacité de mettre un terme au conflit, en dépit de l'augmentation du contingent de forces de maintien de la paix.

Joe Hampson SJ. Directeur du JRS Afrique de l'Est

Les projets du bureau régional du JRS



Advocacy/information

Afin de faciliter la qualité du travail du JRS, le personnel du bureau régional a dispensé une formation en advocacy et un soutien permanent à tous les bureaux du pays, et fait entrer le genre, le handicap et le Sida dans tous les aspects de ses projets, ainsi que le renforcement des contacts avec les agences humanitaires concernées. Des bulletins électroniques hebdomadaires sur les activités de la région et une lettre biannuelle ont également été publiés. De plus, le département régional d'advocacy a transféré les cas des réfugiés en situation plus vulnérables aux agences idoines en matière de protection et de réinstallation. Les gouvernements concernés ont accepté de réinstaller 13 personnes dans des pays tiers.

Les projets du JRS au Kenya



• Accompagnement pastoral dans le camp de Kakuma, nord du Kenya, Dani Villanueva SJ/JRS

Bourses

NAIROBI, camp de réfugiés de KAKUMA

Le JRS a fourni un soutien matériel, un service de counselling, des formations professionnelles à 165 étudiants, dont 34 en dernière année, pour qu'ils puissent continuer leur scolarité en primaire, secondaire, tertiaire et professionnelle, y compris par le biais de cours à distance en lien avec l'Université d'Afrique du Sud et les besoins spéciaux en éducation. Tous les étudiants ont participé aux services communautaires.

Pastorale paroissiale

NAIROBI

Le JRS a fourni une aide alimentaire d'urgence, des produits autres qu'alimentaires, et une assistance familiale à 380 familles récemment arrivées, y compris des demandeurs d'asile, des réfugiés avec ou sans papiers vivant des situations difficiles. Huit familles ont également reçu une assistance médicale et psychologique, la priorité étant donné aux personnes HIV positives. Toutes les familles ont reçu un soutien pastoral. Ceux qui avaient besoin de protection spéciale et d'autres services qui ne sont pas du ressort du JRS, ont été aiguillés vers le HCR ou vers d'autres ONG.

Activités rémunératrices

NAIROBI

Le JRS a visité et soutenu 53 réfugiés, qui avaient déjà reçu de petits prêts et qui étaient prêts à se lancer dans de nouvelles aventures. Quatre-vingt-cinq réfugiés ont reçu une formation et des conseils du personnel qui anime la boutique Mikono Craft Shop, et ils ont reçu l'autorisation d'utiliser la boutique pour vendre leurs produits au plan national et international.

Services sociaux

KAKUMA

Le personnel du JRS a dispensé de services de counselling et animé des sessions de guérison alternative à quelque 2 198 et 9 994 réfugiés, et dispensé une formation de base en matière de counselling, de massage et de réflexologie à 235 réfugiés d'une part, et à 180 autres. Soixante femmes en situation vulnérable et 40 enfants ont reçu un hébergement; 35 autres ont pu, grâce à de l'aide, fréquenter l'école. Des soins de relaxation ont été prodigués à 115 réfugiés souffrant de troubles mentaux dans trois centres du camp.

Les projets du JRS en Ethiopie



Besoins d'urgence

ADDIS ABEBA

À leur arrivée dans la ville, 1 342 demandeurs d'asile et réfugiés en situation de grande vulnérabilité recevaient des subsides d'urgence et une assistance matérielle leur permettant de couvrir leurs besoins en vêtements, nourriture, loyer, etc. Les réfugiés sans papiers désireux de rentrer dans leur pays d'origine, recevaient également une aide, ainsi que les demandeurs d'asile nouvellement arrivés pour qu'ils puissent se rendre dans les camps. Tout ceci contribuait à les sécuriser. Le JRS a également visité 684 familles dans leurs maisons, il s'est également occupé des problèmes liés à la santé, au système sanitaire, aux questions relatives au voisinage, il a dispensé une assistance médicale, proposé un service de counseling et un soutien spirituel à 2 088 réfugiés d'une part et à 25 d'autre part.

Centre communautaire

ADDIS ABEBA

Le centre propose divers services aux réfugiés: récréation, accompagnement, soins des enfants pour 776 réfugiés. Il propose également des cours de langue, des cours de musique et d'informatique, des ateliers sur le développement communautaire, des soins pour les malades du Sida. Le seul centre communautaire pour les demandeurs d'asile et les réfugiés de toute la ville a également une bibliothèque et un centre de documentation, et c'est un lieu où les réfugiés peuvent apprendre la tolérance et la coexistence pacifique, rencontrer des personnes de cultures, d'attitudes et de croyances différentes. De plus, le centre dispense des cours de soutien scolaire à 58 enfants.

Les projets du JRS en Tanzanie



Radio Kwizera

NGARA, KIBONDO, KASULU

Cette année Radio Kwizera a étendu sa couverture à la région de Kigoma, au sud-ouest du Burundi, et aux régions de Tabora et Rukwa, au centre et au sud-ouest de la Tanzanie, et certaines parties de la République Démocratique du Congo. La station couvre désormais un bassin de plus de deux millions d'auditeurs, à raison de 19 heures par jour, en quatre langues: Anglais, Français, Kishwahili et Kirundi. La station diffuse des journaux soutenus par le HCR qui donnent des nouvelles des rapatriements de réfugiés pour les Burundais et pour les autres, ainsi que des programmes divers: santé, éducation, culture, sports, opérettes, sensibilisation aux droits humains, à la différence sexuelle, au handicap et au Sida. Ces programmes cherchent également à améliorer les relations entre les réfugiés et la population locale.

Education

Les camps A et B de LUKOLE

En juillet 2007, suite au rapatriement d'un grand nombre de réfugiés burundais, le JRS a fermé ses programmes d'éducation à Lukole, les deux camps étant fondus avec d'autres existant dans le pays. Le JRS a fourni du matériel scolaire et les structures de l'école

maternelle à 831 enfants, tandis que 18 enseignants bénéficiaient d'un soutien et d'une formation professionnelle intensive. Les équipes du JRS ont également sensibilisé la communauté au développement de l'enfant au début de sa vie, et mis l'accent sur la construction de la paix et sur la transformation des conflits, afin que la communauté soit prête pour le processus de rapatriement.

Pastorale

NGARA, KIBONDO

En étroite collaboration avec le diocèse de Kigoma, le JRS a proposé des services en pastorale, en créant et en accompagnant de petites communautés chrétiennes, en formant une centaine de leaders d'Eglise et de communautés, 40 catéchistes, et assurant la catéchèse de 3 567 enfants dans les camps. Les équipes ont également coopéré avec les agences onusiennes, le gouvernement et les ONG nationales et internationales qui défendent les réfugiés vivant dans les camps.

Psychosocial

NGARA, KIBONDO

Les équipes du JRS ont sensibilisé l'opinion publique aux problèmes liés au Sida et à la construction de la paix au sein de la communauté des réfugiés, et dispensé une formation à 258 animateurs de communautés. Le JRS a également assuré une assistance financière et matérielle, une orientation professionnelle à 248 étudiants, et une aide alimentaire et matérielle à 566 et à 462 réfugiés en situation de grande vulnérabilité. Trente conseillers ont reçu une formation et 158 réfugiés ont reçu un petit prêt pour démarrer une activité économique: fabrication de savon, de teinture, de vannerie, de tricot, et ouverture de petites échoppes.

Projets du JRS en Ouganda



Assistance d'urgence

KAMPALA

Le JRS a fourni une aide alimentaire à 3 960 demandeurs d'asile, une aide pour l'hébergement à 561 familles réfugiées, avec ou sans papiers, et une aide pour le transport à 131 réfugiés en situation de grande vulnérabilité. Sans oublier une assistance médicale à 278 personnes et des cours de langue à 45 étudiants.

Education informelle et service communautaire

Camp de RHINO

L'augmentation du nombre des rapatriements vers le Sud Soudan a conduit le JRS à fermer certains projets et à transférer la gestion d'un certain nombre d'autres à des organisations locales. En 2007, le JRS a géré 16 centres d'alphabétisation pour adultes, qui ont dispensé des cours à 451 réfugiés. La gestion de ces centres a été transférée au District d'Arua. Le JRS a fourni à 123 femmes et fillettes réfugiées des cours de couture et leurs propres machines à coudre. Cent trente cinq autres femmes déjà formées ont reçu un complément de formation et une aide pour démarrer une activité commerciale. La gestion de l'école de couture a été transférée à une organisation locale, l'Agence de Développement Participatif Rural. 2 120 jeunes ont bénéficié de cours de leadership, de formation interpersonnelle et formations formelle et informelle. 62 jeunes ont passé un diplôme de charpente et de construction dans des centres de formation formelle, et 15 leaders de communautés ont bénéficié d'une formation et une assistance en matière de préparation de programmes de gestion communautaire. Le JRS a offert un soutien pastoral et une formation à 30 catéchistes qui à leur tour ont formé de petites communautés chrétiennes, et dispensé les sacrements. La gestion de toutes ces activités a été transférée au diocèse.

Collège communautaire et soutien psychologique

KITGUM

Des formations professionnelles (charpente, menuiserie, cuisine) et des formations de base ont été dispensées à 67 personnes déplacées qui se sont vu offrir une participation à des entreprises commerciales locales. En collaboration avec l'Association des Bénévoles du Service International, les 67 étudiants ont reçu une formation à la dynamique de groupe et à la gestion commerciale. Ils ont ensuite reçu des outils et pu ouvrir sept coopératives. Le JRS a dispensé des soins psychologiques et un accompagnement pastoral à des communautés de déplacés, et visité 408 familles. 51 enseignants ont reçu une formation en pratique d'accompagnement de base, en mettant l'accent sur l'accompagnement des enfants traumatisés. Par la suite, ils ont proposé aux élèves des activités visant leur bien-être psychologique, tels que le sport, les jeux, les débats, la musique, la danse, le théâtre. Le JRS a également dispensé des formations et des ateliers dans les camps, sur la violence domestique, l'alcoolisme, la santé. Il a également organisé des activités sociales autour de la culture, du dialogue et de la réconciliation, pour 120 personnes.

Education et soutien pastoral

ADJUMANI

Le JRS a soutenu 74 écoles – maternelles, primaires, secondaires –, ce qui représente 28 442 élèves et 1 318 personnels – enseignant et administratif. Une formation professionnelle permanente et à temps complet a été proposée à 370 personnes, ainsi que du matériel scolaire. Le JRS a également soutenu des associations de parents d'élèves et d'enseignants, et des comités de gestion d'écoles. Les équipes ont veillé à la participation des parents adoptifs et à l'amélioration des structures scolaires pour faciliter l'éducation des filles et des enfants en difficultés. Les activités pastorales, telles que l'éducation religieuse et le soutien matériel ou spirituel, ont également été proposées aux réfugiés.

Les projets du JRS au Soudan



Education et pastorale

NIMULE

Le JRS a fourni des manuels scolaires, des fournitures, des enseignants confirmés et aidé à la maintenance et à la construction des bâtiments dans 12 écoles primaires et secondaires et dans un centre d'alphabétisation créés par des communautés locales. Le personnel a proposé une formation et un soutien permanent aux responsables des associations de parents et d'enseignants et un soutien pastoral aux communautés de Nimule et à la paroisse de Loa, dans le diocèse de Torit. 8 696 élèves et 132 enseignants ont bénéficié de ces programmes. Le JRS a organisé des ateliers et des rencontres tout au long de l'année, sur la construction de la paix, à destination des enseignants et des travailleurs communautaires, proposé des cours d'alphabétisation à 60 femmes désireuses d'apprendre la couture et des cours de base à 541 adultes.

Education

LOBONE

Le JRS a fourni du matériel scolaire, une formation formelle et informelle aux enseignants, la possibilité d'une supervision et une aide matérielle à 21 écoles – maternelles, primaires et secondaires. Ce programme a bénéficié à 5 513 enfants déplacés et réfugiés. L'accent a particulièrement été mis sur l'éducation des filles; 65 filles ont reçu des bourses scolaires et toutes ont reçu du matériel d'hygiène. D'autre part, l'équipe a proposé une formation - technique et gestion – aux responsables locaux de l'éducation et mis en place des examens au niveau interne et externe. Le JRS a soutenu financièrement 9 élèves et 147 adultes afin qu'ils puissent intégrer des centres de formation professionnelle et des cours d'alphabétisation. Les groupes communautaires, la police et l'armée ont participé à des activités de promotion de la paix. Des comités pour la paix dans les communautés ont également été créés.

KAJO KEJI

Les équipes du JRS ont fourni une assistance matérielle, des fournitures scolaires, une supervision des cours, une formation à la gestion et un soutien à 30 écoles, primaires et secondaires. Ce programme a bénéficié à 8 548 enfants. Le JRS a soutenu la mise en place d'examen externes et internes, financé une formation d'enseignant à temps complet pour 121 étudiants et proposé des services pédagogiques et une formation spécifique à 50 enseignants. Les filles ont reçu des bourses et une assistance matérielle pour les encourager à continuer au niveau de l'école secondaire. Le JRS a formé 40 médiateurs de communauté et proposé des ateliers aux communautés locales des ateliers sur la construction de la paix, y compris les accords de paix entre les autorités du Sud et le gouvernement soudanais.

YEI

Le JRS a fourni un soutien matériel, des fournitures scolaires, une supervision des cours, à 22 écoles primaires et secondaires pour enfants déplacés – 12 139 élèves en ont bénéficié – et soutenu 16 étudiants afin qu'ils puissent intégrer des instituts de formation des maîtres. Trois d'entre eux ont passé leur diplôme et ont ensuite pris un poste dans les écoles. Les équipes du JRS ont fourni des bourses et une assistance matérielle à 231 garçons en situation de grande vulnérabilité et à des filles pour qu'ils puissent intégrer l'école secondaire. Elles ont également animé des ateliers pour des groupes communautaires et des groupes de jeunes sur le Sida. Un soutien spirituel et une assistance ont été également été proposés à des petites communautés chrétiennes, et des catéchistes locaux ont été formés.

Education d'urgence

NORD DARFOUR

Le JRS a proposé des cours d'alphabétisation dans 16 centres répartis en cinq localités, à 449 adultes déplacés, surtout des femmes, ainsi qu'une formation permanente d'enseignants à 26 personnes. En étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation, l'équipe du JRS a tenu 80 jeunes déscolarisés en centres d'apprentissage, ce qui a facilité leur retour dans des écoles formelles des camps de déplacés. D'autre part, l'équipe du JRS a proposé des cours formels et des activités annexes, et organisé des événements culturels, sans oublier la supervision des cours et l'assistance aux enseignants des écoles des camps.



• Photos prises par des enfants autrefois enrôlés dans des groupes armés, Gulu, nord de l'Ouganda, Don Doll SJ/JRS



• Bénéficiaires d'un programme de bourses d'études, Nairobi, Kenya. Dany Villanueva SJ/JRS



• Cours sur la paix dans une école primaire soutenue par le JRS, Nimule, Sud Soudan. Don Doll SJ/JRS



Grands Lacs

Au cours des 18 mois qui viennent de s'écouler, il y a eu des progrès significatifs en République Démocratique du Congo (RDC), dont la tenue d'élections libres et l'établissement d'une démocratie parlementaire. Mais la violence à l'encontre des civils, la politique de répression et l'impunité, ont continué. L'an dernier, la province orientale du Nord Kivu, qui continue à souffrir des conséquences de la guerre qui a opposé les Forces de l'Alliance Démocratique du Congo (AFDC) à l'ancien régime du Président Mobutu, s'est enfoncée un peu plus dans le chaos.

Les Forces Hutus pour la Libération du Ruanda (les soldats de l'armée ruandaise de la période précédant le génocide de 1994), les groupes Mai-Mai (des milices nationalistes), le Rassemblement Tutsi pour la Démocratie Congolaise (RCD), des groupes dissidents de l'ancienne AFDL, ont ratissé le nord et le sud Kivu, commettant en toute impunité d'importantes violations des droits humains.

Au Congo, les tensions interethniques augmentent le risque de catastrophe humanitaire

En juin, pour soi-disant "défendre" les Tutsis du Congo, le RCD s'est soulevé contre le gouvernement. Trois mois plus tard, le gouvernement a lancé à un ultimatum à tous les groupes armés, leur demandant d'intégrer l'armée nationale. Suite à leur refus, le gouvernement, soutenu par les 17 000 hommes de la MONUC (Forces de maintien de la paix des Nations Unies), a cherché une solution au problème. Des combats sporadiques et soutenus ont continué au nord Kivu, faisant fuir des milliers de personnes vers le Ruanda et la capitale de la province, Goma.



• Elèves d'une école soutenue par le JRS, Ruanda. Sergi Camara/JRS

Certains rapports estiment le nombre de déplacés vivant dans les camps à 60 000, sans compter les 300 000 autres déplacés en divers points de la province, et détaillent les atrocités commises à l'encontre des civils. La plupart des déplacés ont été forcés de quitter leur maison, d'abandonner leur bétail et leurs récoltes. Les organisations humanitaires ne pouvant les atteindre, ils ont survécu dans la forêt sans accès aux services de base, et exposés à certaines maladies infectieuses, comme le choléra.

Les tensions interethniques augmentent le risque de catastrophe humanitaire. La plupart des groupes armés vivent aux dépens des populations locales ; tandis que d'autres sont lourdement impliqués dans la contrebande des minéraux, tels que l'or et les diamants, et dans le "racket" des populations. Le JRS travaille déjà à Goma, cherchant des moyens d'aider les populations prises dans cette situation. Malheureusement, nous devons encore entendre parler du nord Kivu.

Au Burundi, il est clair que le gouvernement est des plus fragiles, d'autant qu'il est déchiré par des dissensions internes au parti au pouvoir. La montée en puissance de la corruption, une situation qui ne cesse de se détériorer, en particulier pour les femmes, et une série de grèves qui témoignent de la frustration et de l'agitation qui règne dans la population, témoignent d'une situation en ébullition. D'autre part, les Forces de Libération Nationale (FNL) ont encore accru leur capacité d'extorquer de l'argent, et d'une manière générale à pourrir la vie des populations locales.

En dépit de l'impression que le pays partait à la dérive, des récents développements politiques ont montré que le gouvernement était déterminé et qu'il avait des objectifs plus clairs, et que l'on pouvait espérer une meilleure gouvernance. C'est dans ce contexte que le JRS a commencé à diminuer ses activités à Bujumbura, la capitale du pays, et à concentrer ses efforts sur le rapatriement des réfugiés dans l'est du pays.

Au Ruanda, le JRS se préoccupe de quelque 45 000 réfugiés qui vivent dans les camps depuis 11 ans, et qui voient s'éloigner leurs chances de rentrer un jour au pays. On n'a pratiquement rien fait pour trouver des solutions durables, telles que la réinstallation dans un pays tiers. Bien au contraire, on a fait des plans pour traiter d'éventuels flux de nouveaux arrivants.

Tony Calleja SJ, Directeur du JRS Grands Lacs

Les projets du JRS au Burundi



Education

KIYANGE, BUTERERE, BUJUMBURA, RUYIGI, MUYINGA

A Kiyange et Buterere, le JRS continue à diriger une école maternelle qui accueille 248 enfants et à soutenir d'autres enfants pour qu'ils puissent fréquenter l'école. Jusqu'en février, le JRS Bujumbura a dirigé deux pensionnats et soutenu plus de 200 enfants congolais réfugiés. Dans ces trois lieux, les élèves ont pu bénéficier de cours de soutien. A Ruyigi et à Muyinga, le JRS a payé les frais de scolarité de 570 enfants rapatriés, ainsi que les fournitures scolaires, les uniformes, les lunettes, etc. Faute de quoi, la plupart de ces enfants n'auraient pas pu fréquenter l'école.

Activités génératrices de revenus/formation professionnelle

KIYANGE, BUTERERE, BUJUMBURA

A Kiyange et Buterere, les projets ayant commencé à s'estomper, le JRS a intensifié la proposition de formation professionnelle afin de permettre à ses bénéficiaires de devenir autosuffisants. En 2007, 388 personnes déplacées ont pu bénéficier de formations diverses: agriculture, cuisine, alphabétisation, vannerie, gestion de base, et ils ont également reçu de petits prêts pour démarrer une activité commerciale. Deux cent quinze autres personnes déplacées appartenant à la minorité ethnique Barwa ont reçu une aide technique et financière pour devenir autosuffisants en agriculture. A la fin de l'année, d'autres personnes déplacées ont pu suivre des cours de boulangerie, de gestion de base, de charpente, de broderie, de couture et de tannerie. A Bujumbura, des jeunes Congolais réfugiés ont pu suivre une formation professionnelle.

Santé

KIYANGE, BUTERERE, BUJUMBURA

A Kiyange et Buterere, le dispensaire du JRS a fourni des soins de base, des médicaments, des repas, une aide psychologique à 400 personnes déplacées et vulnérables, par jour. Certains de ces services ont été proposés aux 220 détenus de la prison de Mpimba. A Bujumbura, 5 000 réfugiés congolais ont pu avoir accès aux soins médicaux, et pour un petit nombre d'une hospitalisation. Une campagne de sensibilisation à la question du VIH/Sida a été montée à l'intention des réfugiés congolais

En étroite collaboration avec 12 paroisses et 200 travailleurs communautaires engagés dans la prévention du sida dans la région de Bujumbura, le JRS a soutenu 600 personnes, y compris en fournissant chaque jour, des services médicaux à 300 personnes, des médicaments anti-rétroviraux à 150 autres, et un soutien financier à 78 réfugiés atteints du Sida qui étaient hospitalisés. Des ateliers et des projections de vidéo ont été organisés pour l'ensemble de la communauté. Le JRS a visité les personnes chez elles, et organisé un accompagnement avant et après le test pour les personnes atteintes du Sida. Il a également fourni une aide aux orphelins et aux familles en deuil. 450 réfugiés membres de coopératives ont reçu un soutien financier pour démarrer une activité commerciale. En octobre, le JRS a travaillé en étroite collaboration avec le Réseau Jésuite d'Afrique contre le Sida pour faciliter le transfert de la responsabilité des programmes contre le Sida à la Compagnie de Jésus.

Assistance humanitaire/sociale et culturelle

KIYANGE, BUTERERE

Le JRS a financé la construction de 79 maisons destinées à des familles déplacées, des orphelins et des personnes âgées. Il a également fourni de la nourriture et une assistance sanitaire à 12 orphelins et 350 personnes en situation de grande vulnérabilité. Six cent quarante trois jeunes ont également pu participer à des activités culturelles.

Sécurité alimentaire

En 2007, au vu des retours massifs de réfugiés venant de Tanzanie, le JRS a lancé trois projets de sécurité alimentaire pour aider 900 familles à démarrer de petites activités agricoles.

Les projets du JRS en République Démocratique du Congo



Education

KISANGANI MANONO, KATANGA

A Kisangani et Manono, le JRS a construit et équipé trois écoles, et contribué à la construction de cinq autres écoles qui seront terminées par les parents. Le JRS a également animé 18 ateliers et fourni des manuels pédagogiques à 380 enseignants. Il a distribué des fournitures scolaires à 10 428 étudiants. Vers la fin de l'année 2007, le JRS a démarré deux nouveaux projets d'éducation similaires dans les provinces de Kisangani et du Katanga.

Santé

WANIE-RUKULA

Les projets du JRS ont permis d'aider quelque 60 000 personnes. Très impliqué sur le plan de la santé, le JRS a construit deux dispensaires et équipé quatre autres. Les équipes du JRS ont donné une formation à 80 infirmier(e)s et 24 sages-femmes dans les 16 centres du district. Il a également donné des cours de gestion à 64 personnels administratifs dans ces centres.

Enfants impliqués dans les conflits armés

UVIRA

En 2007, le Centre de Réception et de Transit du JRS a accueilli 219 enfants auparavant impliqués dans des groupes armés. On leur a donné la possibilité de continuer leur éducation formelle ou d'entreprendre une formation professionnelle. Ceux qui ont été profondément traumatisés ont reçu une assistance psychologique. La plus grande partie d'entre eux ont été réintégrés avec succès dans leurs familles. Le JRS a assuré un suivi des familles suite au retour des enfants, afin que ces derniers puissent poursuivre leur formation. Un grand nombre d'enfants plus âgés ont reçu une aide financière pour les aider à suivre une formation professionnelle, par exemple: la fabrication de savon, la coiffure, le travail du bois, l'électromécanique, etc. Ils ont été ensuite aidés à fonder des coopératives ou de petites activités commerciales, avec des succès divers.

advocacy

En collaboration avec deux centres jésuites, le Centre de Recherche pour l'Action Sociale (CEPAS) et le Réseau d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne pour les Droits Humains (RODHECIC), le JRS a démarré un programme national d'advocacy pour promouvoir les droits des personnes déplacées, la consolidation de la paix et la bonne gouvernance. Les activités proposées comprendront l'analyse des données recueillies sur le terrain pour faire du lobbying au niveau des organisations nationales et internationales en faveur des rapatriés et de la promotion de la liberté de l'éducation.

Les projets du JRS au Rwanda



Education/formation professionnelle

Camps de KIZIBA et de GIHEMBE

Au cours des dix dernières années, le JRS a assuré l'éducation en maternelle, en primaire et en secondaire, pour, respectivement, 1 145, 8 325 et 1 425 enfants congolais réfugiés. D'autre part, 509 élèves ont reçu une assistance financière pour pouvoir continuer leurs études secondaires à l'extérieur des camps, et 17 étudiants ont reçu une bourse d'études universitaires. L'équipe a proposé des cours d'alphabétisation, des formations professionnelles et des cours de gestion à 243 réfugiés. D'autre part, 88 réfugiés ont reçu une aide pour démarrer une petite activité commerciale ou coopérative. L'an dernier, le JRS a démarré deux nouveaux projets: une formation d'enseignant pour 180 réfugiés et 43 enseignants locaux du primaire et du secondaire; et un projet destiné à assurer la protection de 400 fillettes réfugiées susceptibles d'être maltraitées.

Assistance/culture

KIZIBA, GIHEMBE

Le JRS continue d'assister 1 347 réfugiés en situation vulnérable, dont 432 personnes âgées et orphelins. Des services pastoraux et culturels, et des activités sportives ont été proposés à quelque 7 000 réfugiés.



• L'un des nombreux réfugiés congolais vivant en exil au Rwanda depuis 1996. Sergi Camara/JRS



• Bénéficiaires des programmes du JRS originaires de la République Démocratique du Congo, Bujumbura, Burundi. JRS Grands Lacs



• La présence des forces de maintien de la paix des Nations Unies ne suffit pas à assurer la protection de la population. Congo oriental. Teun Voeten/ JRS



Afrique Australe

L'an dernier, les sentiments de xénophobie se sont considérablement renforcés dans toute l'Afrique australe. Et ceci en partie à cause de l'exode des Zimbabwéens fuyant la crise économique. Au départ, les réfugiés étaient des hommes âgés de 18 à 35 ans, mais vers la fin de l'année, il y a eu de plus en plus de femmes et d'enfants. Le nombre de Zimbabwéens expulsés d'Afrique du Sud donne une idée du phénomène de l'immigration, plus de 150 000 en neuf mois, contre 90 000 pour l'année 2006. Dans la région, les gouvernements ont fait ce qu'ils ont pu pour arrêter les flux migratoires vers l'Afrique du Sud et vers l'Angola. D'autre part, les déclarations négatives des gouvernements concernant la composition des flux migratoires sont devenues monnaie courante..

La crise économique et l'oppression politique croissante pourraient mener à la guerre civile

Une note plus positive: le début du rapatriement des réfugiés congolais de Zambie, ainsi que des pourparlers tripartites entre les gouvernements de l'Angola et de la République Démocratique du Congo et le HCR, préludes au début du programme de rapatriement assisté. Les réfugiés congolais vivant dans les camps de Zambie ont accueilli favorablement cette nouvelle. Mais, le nombre de réfugiés rentrant au pays demeure faible à cause des difficultés de transport et du fait que la sécurité n'est pas assurée en RDC.

La sécurité alimentaire a représenté un grave problème dans plusieurs endroits de la région en 2007, en particulier au Zimbabwe qui manque de devises étrangères nécessaires aux achats de nourriture. A la fin de l'année, la population attendait les récoltes, et les Zimbabwéens ont eu de grosses difficultés à s'approvisionner. Toutefois, les réfugiés vivant dans le pays ont continué à recevoir des rations de nourriture du Programme Alimentaire Mondial.



• Des Angolais tentant de survivre sur leur terre. Negage, province de Uige, nord de l'Angola. Xavier Garcia i Marli/JRS

Devant la montée de l'intolérance, l'Eglise a demandé aux Sud Africains d'accueillir les personnes fuyant le Zimbabwe

en guerre civile. En dépit d'un rapprochement entre le parti au gouvernement, le parti de l'Union Nationale Africaine du Zimbabwe - du Front Patriotique, et le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le Changement Démocratique, en vue des questions relatives à la Constitution et aux élections, la situation demeurerait volatile à la fin de l'année.

En mars, pour répondre aux violentes critiques des gouvernements, la police et les agents de la sécurité du Zimbabwe ont lancé de violentes attaques contre les dissidents. Le taux exorbitant de l'inflation et un dollar zimbabwéen qui ne vaut rien ont contribué à appauvrir les classes populaires et les classes moyennes. La crise économique et l'oppression politique croissante ont provoqué des révoltes qui pourraient se transformer

A la fin de l'année dernière, le président sud-africain, l'ancien leader du Congrès National Africain (ANC), Thabo Mbeki, a été critiqué par le leader nouvellement élu de l'ANC, Jacob Zuma, pour sa politique à l'égard du Zimbabwe. Mais les élections présidentielles d'Afrique du Sud n'étant prévues que pour 2009, reste à savoir si les critiques de Zuma altéreront la politique du gouvernement à l'égard du Zimbabwe. A la fin de l'année 2007, l'archevêque Monseigneur Buti Tlhagale, en tant que président de la Conférence des Evêques Catholiques de l'Afrique Australe, a publié une déclaration demandant aux Sud Africains d'accueillir les personnes fuyant le Zimbabwe..

Joanne Whitaker RSM, Directrice du JRS Afrique Australe

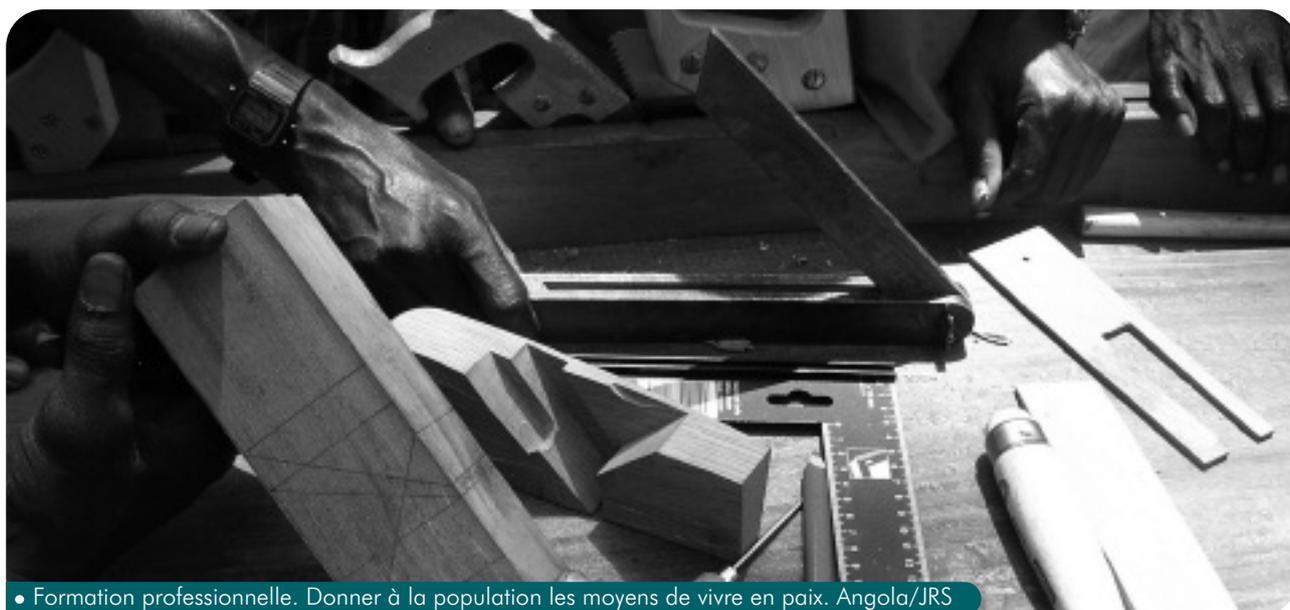
Projets du JRS Angola



Réintégration - éducation à la paix/advocacy

MOXICO

Dans le cadre de programmes d'éducation à la paix et d'advocacy le JRS a organisé des séminaires et des rencontres dans les communautés sur les questions liées à la paix. Les équipes ont également fourni aide et formation à ceux qui créent des associations communautaires, une aide d'urgence aux personnes suite aux inondations de Cazombo, et des prêts pour démarrer de petites activités commerciales. D'autre part, les équipes ont surveillé la violence sexuelle dans les communautés. Au total, 36 613 rapatriés, anciens réfugiés et déplacés, ont bénéficié de ce programme..



• Formation professionnelle. Donner à la population les moyens de vivre en paix. Angola/JRS

Réintégration - éducation formelle/formation des enseignants

MOXICO

Le JRS a organisé des séminaires pour les enseignants et proposé une supervision intensive aux enseignants récemment formés. De même, le personnel a proposé des cours de langue portugaise et d'alphabétisation, ainsi que du matériel scolaire pour les élèves et les enseignants. Au total, 40 686 enseignants et élèves rapatriés ont bénéficié de ce programme. Le JRS a également construit 15 écoles, 2 maisons pour les enseignants et un hébergement pour les élèves féminines. En tout, 2 535 rapatriés ont bénéficié de ce programme.

Réintégration - enregistrement des enfants/recherche

MOXICO

Le JRS a assisté 21 798 enfants rapatriés dans leur démarche d'obtention d'un certificat de naissance, le seul moyen d'avoir accès aux services de l'état, en particulier l'éducation. Le JRS a également préparé un rapport de recherche sur les questions relatives à l'intégration, y compris l'accès à la terre et les besoins des rapatriés en situation de grande vulnérabilité.

A la fin de l'année 2007, le JRS a transféré ses programmes pour les rapatriés au Ministère de l'Education et à l'Eglise locale, mettant un point d'orgue aux consultations et à la phase de transfert des pouvoirs commencés en 2003.

Juridique

LUANDA, MOXICO

L'an dernier, en partenariat avec le HCR, le JRS avait proposé une représentation juridique et des conseils juridiques à 9 266 réfugiés et demandeurs d'asile originaires de 13 pays africains, en particulier la RDC. L'équipe a organisé des séminaires et des ateliers pour 477 personnes, proposé l'assistance juridique à 3 149 personnes en ce qui concerne les questions relatives aux ré-

fugés, et fait des visites régulières dans les centres de rétention. Le personnel a également produit des brochures à l'intention des réfugiés et des demandeurs d'asile, et participé à des émissions de radio. Le programme du JRS qui est reconnu par les autorités de l'état et celles des migrations, a permis la réduction du nombre de détentions illégales, et ouvert la voie pour que les réfugiés puissent ouvrir un compte en banque et obtenir une licence pour démarrer une activité commerciale. En 2008, le programme prévoit d'étendre ses services à trois autres provinces.

Les projets du JRS au Malawi



Ce pays abrite plus de 9 000 réfugiés, en particulier des Congolais, des Rwandais et des Burundais. En mai, le gouvernement a fermé le camp de Luwani, au nom de la sécurité, et transféré la population réfugiée dans le camp de Dzaleka, où la plupart des réfugiés vivaient déjà. Ouvert en 2003 pour accueillir les nouveaux arrivants, le camp de Luwani n'a jamais abrité plus de 2 500 réfugiés. L'an dernier, le JRS a travaillé en tant que partenaire de terrain du HCR pour l'éducation dans les camps de Luwani et de Dzaleka.

Education/activités rémunératrices/ services sociaux

Camps de LUWANI & DZALEKA

Dans le camp de Dzaleka, le JRS a proposé des services en éducation maternelle, primaire et secondaire, à 1 396 enfants. D'autre part, le JRS a soutenu des groupes de femmes, proposé des cours de langue, des formations professionnelles en charpenterie, couture et formation informatique; il a également proposé une assistance financière à des personnes pour leur permettre de démarrer de petites activités commerciales. Au total, 162 réfugiés en ont bénéficié. En réponse à l'augmentation soudaine du nombre d'enfants dans le primaire, le JRS a construit huit nouvelles écoles, commencé à en construire quatre autres et rénové l'école maternelle. On a également construit des latrines, une cuisine, une salle pour la formation professionnelle et un entrepôt pour la nourriture. L'implication d'un conseiller d'éducation et d'un psychologue ont grandement amélioré l'accès et l'engagement dans le long terme, et permis d'assurer le suivi des problèmes. En 2008, le JRS prévoit l'amélioration de l'accès des réfugiés à l'éducation secondaire, en utilisant de façon temporaire quatre des nouvelles salles de classe. Dans le camp de Luwani, le JRS a géré les écoles maternelles, primaires et secondaires, pour un total de 930 élèves, ainsi que la formation à la charpenterie, à la sculpture, et pour les adultes, des cours sur le développement de l'enfant.

Les projets du JRS en Namibie



Education/activités pour la jeunesse/aide d'urgence/assistance/advocacy

Camp d'OSIRE

En partenariat avec le HCR, le JRS a continué de proposer des services en éducation maternelle, primaire, secondaire-moyenne, professionnelle et spécifique, à respectivement 609, 1 844, 617, 15 et 10 réfugiés, pour la plupart Angolais et Congolais - les deux groupes les plus importants du camp. De 403 personnes ont reçu des cours d'alphabétisation et 15 autres des bourses. Des activités sportives ont été organisées pour 1 247 personnes. D'autre part, le JRS a ouvert une bibliothèque pour les résidents du camp et offert une aide d'urgence aux réfugiés urbains. A la fin du mois de décembre, après avoir participé à un groupe de travail de l'état, le JRS a passé ses programmes d'éducation au Ministère concerné. L'archidiocèse de Windhoek a pris la responsabilité de la pastorale des réfugiés, ainsi que d'une partie des aides d'urgence. En 2007, le HCR a intensifié les négociations avec le gouvernement pour la promotion de l'intégration locale des quelque 7 500 réfugiés qui restent dans les camps.

CALAI (Angola)

Ce projet situé près de la frontière est administré par le JRS Namibie. L'an dernier, 1 868 élèves ont participé à des cours de langue portugaise et à des cours d'alphabétisation, et des activités sportives et pour la jeunesse ont été organisées pour 1 120 enfants durant les week-ends et les vacances scolaires. On a trouvé le financement pour trois nouvelles salles de classe et un hall dans l'école existante. En décembre, le JRS a passé la responsabilité de l'école à la municipalité de Calai.

Les projets du JRS en Afrique du Sud



En dépit des défis auxquels sont confrontés les nouveaux arrivants, les demandeurs d'asile continuent à arriver en Afrique du Sud, à la recherche d'une nouvelle vie, en particulier dans les centres urbains. Un grand nombre sont victimes d'abus, d'exploitation,

d'actes de xénophobie et d'assassinats. Il est de plus en plus difficile de répondre de façon adéquate à ces défis, d'où la nécessité de créer des réseaux entre les Eglises, le HCR, le JRS, et d'autres organisations humanitaires.

Education/soutien psychologique/aide d'urgence/santé/advocacy

JOHANNESBOURG, PRETORIA

2 571 élèves de maternelle, primaire, secondaire et professionnelle, ont reçu des manuels scolaires, des uniformes, des fournitures. Le JRS a payé les frais de scolarité de ceux qui ne pouvaient pas recevoir d'aide. 2 434 réfugiés et demandeurs d'asile ont reçu divers services: soutien psychologique, hébergement temporaire, alimentation, accompagnements, y compris pour ceux qui ont souffert de traumatismes.

Dans le cadre de l'un des domaines qui ne cesse d'augmenter pour le JRS, 295 mineurs ont reçu une aide pour l'hébergement, la nourriture, l'hygiène, et autres besoins quotidiens. Pour aider ces jeunes à faire face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés lorsqu'ils arrivent à 18 ans et quittent l'école secondaire, le JRS a pris des mesures pour leur permettre de faire la transition entre le Centre Arrupe pour UAM (mineurs non accompagnés) et la vie indépendante.

L'advocacy a représenté une grande part du travail du JRS en matière d'accès des réfugiés aux soins de santé. D'autre part, le JRS a assisté 1 789 réfugiés: prix des consultations, achat de médicaments, visites prénatales et autres services spécialisés. Dans un pays marqué par la xénophobie, le JRS travaille pour que les réfugiés atteints du Sida aient accès aux traitements médicaux, y compris les anti-rétroviraux. Le JRS a également apporté son aide à cinq lieux d'hébergement à Johannesburg où logent des Zimbabwéens. Et enfin, 295 personnes ont reçu de petits prêts pour démarrer une activité commerciale.



Les projets du JRS au Zimbabwe

La détérioration de la situation sociale, politique et économique a rendu difficile la fourniture de biens et services aux réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi qu'aux Zimbabwéens en situation de grande vulnérabilité.

Education/activités rémunératrices/aide d'urgence/services sociaux/santé

Camp de TONGOGARA, camp de transit d'HARARE, MUTARE

Le JRS a proposé des bourses pour l'enseignement professionnel, des cours de couture et construit quatre nouvelles salles de classe dans l'école secondaire de Tongogara, ce qui a bénéficié à 204 réfugiés. La bibliothèque du camp accessible chaque jour à 2 000 réfugiés a été maintenue et agrandie. Huit réfugiés ont reçu de petits prêts pour démarrer de petites activités commerciales, y compris un élevage de poulets, une production de vêtements et de vente au détail. Un groupe de femmes ruandaises a fabriqué des uniformes pour les écoles locales. Toutefois, moins de commerces que prévu ont reçu une aide à cause de la flambée des prix et de l'absence de commodités.

Dans la région urbaine d'Harare, le JRS a continué de proposer aux réfugiés le matériel de base, une aide financière pour payer les médicaments, les suppléments alimentaires prescrits par le médecin, les honoraires des médecins et les autres dépenses médicales. En échange de matériel de ménage, d'allocations et de supervision, six réfugiés ont pris la responsabilité de la maintenance des lieux publics dans le camp de transit; 2050 réfugiés en ont bénéficié. Le JRS a mené des actions d'advocacy avec les réfugiés - vivant en zone urbaine ou dans des camps - d'Harare. Ces activités comprennent les enquêtes sur les allégations de mauvais traitements par les autorités à l'encontre des réfugiés, et la transmission de leur cas aux organismes idoines, l'assistance pour bénéficier de certains services de l'état, et l'organisation d'un atelier sur la construction de la paix et sur la gestion des conflits.

CHECHECHE

Le JRS a donné à 26 orphelins en situation de grande vulnérabilité le montant des frais de scolarité, les uniformes et les manuels scolaires. La famille de chaque enfant a reçu 20 kg de semences de maïs, ce qui a empêché qu'elles soient déplacées. Au fil de l'année, les programmes d'éducation ont été progressivement gênés par l'immigration des enseignants partis ailleurs chercher un emploi.



Les projets du JRS en Zambie

Pastorale/services sociaux/développement communautaire/advocacy/activités rémunératrices

Camp de MWANGE

Le JRS a proposé des services de pastorale et des services sociaux à plus de 17 000 réfugiés de RDC. Ce qui comprend: la célébration des sacrements, la catéchèse, et la formation des petites communautés chrétiennes. Quelque 12 000 personnes en ont

bénéficié dans le camp. Quelque 5 500 jeunes ont participé à des activités sociales et sportives et reçu une aide pour développer des clubs, des équipes et des groupes sociaux. En collaboration avec la paroisse, une assistance matérielle et psychologique a été donnée à 73 réfugiés âgés et personnes handicapées. Créée en 2006, une coopérative de 50 réfugiés et de Zambiens ont reçu une formation et une aide pour planter 15 hectares de fruits et de légumes, et s'occuper de 51 cochons et de quatre élevages de poissons en mare.

A mi chemin de l'année 2007, la plupart des réfugiés avaient accepté de participer au programme de rapatriement vers la province du Katanga, en RDC, sous l'égide du HCR. Le JRS a fourni des informations, des conseils, un soutien matériel à ceux qui acceptaient de rentrer chez eux. Sur les 10 000 prévus pour le retour, seuls 4 000 sont vraiment partis. Le programme reprendra l'année prochaine.



• Formation professionnelle : donner les compétences nécessaires à une vie indépendante. Zimbabwe, JRS Afrique Australe

Education/advocacy/activités rémunératrices/services sociaux

LUSAKA

Le Centre du JRS pour la Paix a proposé des cours en anglais, français, informatique, coupe/couture, cuisine. Le JRS a proposé de petits prêts à des personnes afin qu'elles puissent démarrer de petites activités commerciales, y compris le démarrage d'un groupe de couture et un restaurant au Centre, ainsi que des cours de gestion. Divers services -- poste, Internet, courriels - ont été proposés aux réfugiés. En collaboration avec la Croix Rouge, ils ont reçu une aide pour retrouver leurs familles. Des équipes ont visité régulièrement les réfugiés en prison et ceux qui étaient retenus chez eux par la maladie. Des activités pour les jeunes ont été organisées: activités musicales, culturelles et sportives. Au total, 384 réfugiés et 38 Zambiens ont bénéficié de ce programme. En avril, le JRS a transféré la responsabilité du Centre à l'archidiocèse de Lusaka qui sera soutenu par le Catholic Relief Services.



• Les mines antipersonnel sont un obstacle au rapatriement des réfugiés. Angola. Teun Voeten/JRS



• L'accompagnement proposé par le JRS redonne aux réfugiés le sens de la normalité, camp de Mwangi, nord de la Zambie. JRS Afrique Australe



• Une école soutenue par le JRS, Dzaleka, Malawi. JRS Afrique Australe



Afrique de l'Ouest

L'instabilité s'est accrue l'an dernier au Tchad suite à l'intensification des combats entre les rebelles et les forces nationales, portant le nombre de déplacés à 180 000. En février, le gouvernement tchadien a signé les Directives de Paris, qui prévoit que les enfants ne soient plus enrôlés dans les groupes armés, et ensuite le protocole des Nations Unies pour les Enfants (UNICEF) pour les aider à se réintégrer dans la vie civile. En 2007, le JRS a créé des camps de transit et d'orientation pour un grand nombre de ces enfants, ainsi que des projets de formation pour les enseignants dans 12 camps de réfugiés et écoles primaires sur huit sites de déplacés. Au Tchad, la violence a fait des centaines de victimes et empêché l'arrivée de l'aide humanitaire. De même, le conflit au Darfour a porté le nombre de réfugiés soudanais au Tchad à 235 000. Le déploiement des 3 700 soldats des forces de maintien de la paix est attendu pour le début de l'année 2008, c'est-à-dire des mois plus tard que prévu.

En Guinée, le HCR a annoncé la réduction de ses services cinq mois avant le rapatriement des 2 000 réfugiés ivoiriens

déjà rentrés chez eux. Au cours des deux années à venir, le HCR prévoit d'assister 19 000 réfugiés libériens à s'intégrer en Côte d'Ivoire, et 8 000 autres à rentrer dans leur pays d'origine. Le JRS a continué à fournir des services en santé et en éducation à l'ancien bastion de Bouaké, et fermé un de ses projets, un dispensaire mobile, qui avec le retour progressif des services publics, n'était plus indispensable.

Un accord de paix signé en mars dernier entre les leaders de l'opposition et le gouvernement a marqué un tournant dans la crise qui divise la Côte d'Ivoire. Ceci dit, sa mise en œuvre - par exemple, le désarmement des milices et des élections non truquées - a connu de sérieux retards. Le peu de progrès a aggravé la situation des populations du nord et de l'ouest, deux régions où l'autorité de l'état et les services font cruellement défaut. En dépit des tensions ethniques et politiques, 200 000 des 700 000 déplacés sont



• Retour au pays. Le Libéria après le rapatriement. Teun Voeten/ JRS

Quelque 160 000 Libériens sont rentrés chez eux

En Guinée, un pays qui abrite 50 000 réfugiés, les troubles politiques et économiques ont continué tout au long de l'année 2007. Au début de l'année 2007, les forces gouvernementales ont brisé les grèves nationales, et fait plus de 1 500 victimes - morts ou blessés, ce qui a empêché l'arrivée de l'aide humanitaire. En dépit de la nomination de nouveaux leaders nationaux, l'avenir demeure incertain. Ceci dit, soutenu par le HCR, le gouvernement a commencé à enregistrer et à fournir des permis de résidence à des réfugiés libériens, ivoiriens, sierra léonais. Bien que le HCR ait sponsorisé le processus de rapatriement des Libériens qui a pris fin en juin, pour les 7 000 réfugiés restant dans les camps de Lainé et de Kouankan I, les services ont été réduits, tandis que l'assistance pour leur réintégration locale n'a pas donné les fruits escomptés. De plus, bien que le HCR ait planifié de ne commencer le rapatriement des 2 000 réfugiés ivoiriens vers le camp de Kouankan I qu'en juin, les réductions de service ont pris effet dès le mois de janvier. Le JRS a fermé ses projets dans les camps de Lainé et de Kouankan I en juin et prévu la passation des projets du camp de Kouankan II à la Croix Rouge guinéenne pour janvier 2008.

Alors que la Présidente, Ellen Johnson Sirleaf, termine sa deuxième année, l'espoir revient lentement au Libéria. Quelque 110 000 Libériens ont accepté d'être rapatriés avec l'aide du HCR, tandis que 50 000 autres sont rentrés spontanément. En novembre, le gouvernement, avec le soutien du HCR, a assisté plus de 3 500 Sierra Léonais, sur les 10 000 réfugiés qui restent au Libéria, à s'intégrer localement. Le JRS a travaillé en étroite collaboration avec les communautés, fournissant divers services sociaux, éducatifs, et autres, dans les districts de Lofa, Bomi et Nimba. Au cours des six premiers mois de l'année, le JRS a géré un projet visant à la formation d'enseignants dans le district de Lofa, et proposé des formations professionnelles dans le camp de réfugiés de Sa-clepea, qui abrite 1 300 réfugiés ivoiriens.

Kapitula Nzanu SJ, Directeur du JRS Afrique de l'Ouest

Les projets du JRS au Tchad



Education

ABECHE, GOZ BEIDA

A Abéché, 1 022 professeurs d'écoles de 12 camps de réfugiés ont suivi deux ateliers de cinq jours en langues arabe et anglaise, arithmétique, pédagogie, et d'autres sujets. A Goz-Beida, le JRS a recruté, formé et mené des évaluations des enseignants communautaires de Gouroukoun, Koubigou, Koloma, Gassire, Habile et Aradib travaillant dans les camps de déplacés. A la fin de l'année 2007, 11 écoles fonctionnaient à plein régime, ce qui a permis de toucher 9 500 enfants. Il y a eu des rencontres hebdomadaires entre les professeurs et les membres du JRS. Le JRS a mis en place un système de vérification de la présence des élèves en particulier les fillettes. De plus, le JRS a travaillé en étroite collaboration avec les parents pour la construction et la maintenance des bâtiments scolaires et la distribution du matériel scolaire. Soixante-six centres communautaires ont été construits et utilisés comme salles de classe.

Construction de la paix

ABECHE

En mai, le JRS a ouvert un centre de transit et d'orientation pour la réhabilitation et la réintégration des ex enfants soldats. Le centre a offert un accompagnement, des soins médicaux, des activités récréatives, une aide alimentaire, et d'autres services, à 66 enfants pendant une période de quatre à six mois. En étroite collaboration avec les autorités et les communautés locales, le JRS a réussi à réintégrer 41 de ces enfants, en particulier des enfants appartenant à l'ethnie Tama de Guéréda, dans leur cadre familial.

Les projets du JRS en Guinée



Education

LAINÉ, KOUANKAN II

A Lainé, le JRS a proposé un jardin d'enfants à 150 enfants, et des cours de formation professionnelle informelle - alphabétisation, commerce, culture, santé - à 150 adolescents en situation à risques. A Kouankan 307 personnes, dont 128 réfugiés en situation de grande vulnérabilité, ont reçu des formations en couture, broderie, fabrication de savon, charpente, teinture. Les meilleurs étudiants ont reçu des kits contenant du matériel pour le commerce. Tous les étudiants ont bénéficié de cours d'alphabétisation. Le personnel du camp et du bureau a participé aux séminaires et aux cours d'informatique.

Activités rémunératrices

LAINÉ, KOUANKAN II, N'ZEREKORE

A Lainé, le JRS a fourni à 195 personnes en situation de grande vulnérabilité, des outils et des conseils techniques pour démarrer de petites activités commerciales de crochet et de broderie. A Kouankan II, huit groupes ont reçu un soutien permanent, tandis qu'une quarantaine de personnes ont reçu une assistance financière pour démarrer divers types d'activités commerciales: boulangerie, charpenterie, restaurant, vente de produits culturels et de CD.

Services sociaux/développement communautaire

LAINÉ, KOUANKAN I & II

A Lainé, le JRS a fourni un soutien matériel, un accompagnement et divers services à 1 500 Libériens en situation de grande vulnérabilité. Il a également organisé des activités sportives, récréatives et culturelles pour 2 250 autres réfugiés libériens. 4 013 réfugiés rentrant au pays ont reçu un soutien logistique. A Kouankan I, 1 875 réfugiés libériens ont bénéficié d'activités culturelles et sportives, tandis que 1 125 autres ont bénéficié de services sociaux. 2 346 réfugiés rentrant chez eux ont également bénéficié d'une assistance. Dans le camp de Kouankan II, le JRS a assisté 1 348 Ivoiriens en situation de grande vulnérabilité, et il a organisé des activités culturelles et récréatives pour les 2 900 réfugiés vivant dans le camp. Des activités d'accueil de jour, y compris des activités récréatives et une aide alimentaire ont été proposées à 64 enfants. D'autre part, le personnel du JRS a participé aux initiatives du HCR en matière de collecte d'informations sur les besoins des réfugiés et de sensibilisation de l'opinion publique au programme de rapatriement.

Les projets des camps de Lainé et de Kouankan I ont pris fin en juin. Les projets du camp de Kouankan II devaient être transférés à la Croix Rouge guinéenne en janvier 2008.

Les projets du JRS en Côte d'Ivoire



Education

BOUAKE

Dans cette ville ruinée par la guerre, le JRS a proposé des cours d'alphabétisation, des garderies d'enfants, des cours de santé publique, d'hygiène, et proposé de petits prêts à des personnes désireuses de démarrer une activité commerciale. En collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, le JRS a fourni de l'alimentation, des gardes d'enfants, des services médicaux et sociaux à 158 femmes et 36 enfants.

Santé

BOUAKE

Le dispensaire mobile du JRS a totalisé 18 551 consultations médicales dans les villages environnants, traitant des maladies comme le choléra, la bronchite, la diarrhée, la malaria, la méningite, les maladies de peau, la fièvre jaune. La plupart de ces maladies sont dues à la pauvreté, au manque d'hygiène et de structures sanitaires. La réouverture progressive des dispensaires publics a conduit le JRS à fermer son dispensaire en février 2008. Le dispensaire du JRS pour les problèmes liés au Sida continue à sensibiliser l'opinion publique au sujet des maladies sexuellement transmissibles; 12 840 personnes en ont bénéficié. Le personnel a également fourni des tests VIH à 625 personnes et une assistance médicale à 167 personnes séropositives. 21 personnes ayant besoin de revenus pour payer les soins de santé se sont vu proposer une formation professionnelle en matière de teinture et de gestion des entreprises commerciales

Les projets du JRS au Libéria



Education

DISTRICTS DE BOMI, LOFA, MONTESERRADO ET NIMBA

A Bomi, trois écoles ont été reconstruites; quatre ont reçu une assistance agricole technique, et cinq autres ont reçu du mobilier. A Lofa, une école a été construite et quatre autres ont été reconstruites; 1 300 élèves en ont bénéficié. Huit écoles ont reçu du mobilier, 50 écoles ont reçu des fournitures scolaires et des tableaux, 29 écoles ont reçu une assistance technique et financière pour démarrer des activités agricoles. En collaboration avec le Programme Alimentaire Scolaire d'Urgence, 82 écoles, ce qui représente 38 100 élèves, ont reçu des repas. Plus de 700 enseignants et personnels administratifs ont bénéficié d'une formation professionnelle. A Montserrado, le JRS a donné des bourses scolaires à 73 élèves du primaire, du secondaire et de l'université. A Nimba, une école a été construite, trois autres écoles ont été rénovées et équipées de meubles et de fournitures scolaires.

Formation/activités rémunératrices

DISTRICTS DE MONTESERRADO ET DE NIMBA

A Montserrado, le JRS a aidé une organisation locale à proposer à 75 rapatriés, principalement des femmes, une formation professionnelle en boulangerie, teinture et coiffure. A Saclepea, dans le District de Nimba, 131 réfugiés sierra léonais et rapatriés libériens ont passé un diplôme en réparation de voiture, de radio et de télévision, en maçonnerie, en coiffure, en coupe/couture, en informatique, en lecture et écriture et mathématiques. 130 diplômés ont reçu un petit prêt pour démarrer une activité commerciale. A Tappita, dans le District de Nimba, 30 organisations communautaires de base, représentant 1 160 bénéficiaires, ont reçu une assistance agricole technique, et 82 autres ont reçu des outils pour démarrer une petite activité commerciale.

Services sociaux / développement communautaire

DISTRICTS DE LOFA ET DE NIMBA

A Lofa, les communautés locales ont reçu des matériaux et de la main-d'œuvre qualifiée pour construire 323 maisons destinées à des personnes en grande vulnérabilité, ainsi qu'une série d'ateliers de cinq jours destinées à sensibiliser l'opinion aux questions de santé auxquels ont participé 1 100 personnes. A Nimba, 247 maisons ont été construites. A Tappita, dans le district de Nimba, trois comités ont reçu une aide permanente et des propositions d'ateliers pour augmenter leurs connaissances en matière de développement communautaire. Dans le camp de réfugiés de Saclepea, le JRS a ouvert un centre d'accueil de jour pour 135 enfants. Quelque 1 300 réfugiés de ce camp ont bénéficié d'activités sportives, culturelles et pastorales.



• Les petits prêtres préparent les réfugiés ivoiriens au rapatriement ou à l'intégration locale. Camp de Saclepea, District de Nimba, centre du Libéria. Pauline Marteil/JRS



• Eduquer une nouvelle génération de réfugiés soudanais, Tchad oriental, Ken Gavin, SJ/JRS



• Accompagner les personnes déplacées - une mission au cœur du JRS. Côte d'Ivoire. JRS Afrique de l'Ouest



Asie Pacifique



• Des réfugiés bimans cherchent la protection. Thaïlande. JRS Asie Pacifique

En Australie, en dépit de quelques réformes sans grande portée prises par le gouvernement libéral, les grandes lignes du processus de sélection offshore pour les demandeurs d'asile ne relevant pas des lois internationales, et la détention forcée, sont toujours en vigueur. Heureusement, en novembre dernier, le parti travailliste est arrivé au pouvoir, ouvrant la porte à d'importantes réformes, telles que la fermeture du centre de rétention de l'île de Nauru et l'annonce d'un visa temporaire de protection, qui ne donnent pas le droit de travailler et interdisent l'accès aux services sociaux. Certaines questions douloureuses demeurent, telles que l'utilisation de la rétention à long terme, en particulier sur les lointaines îles Christmas. Sans compter que la montée du niveau de la mer autour de petites îles du Pacifique provoque l'instabilité politique, appauvrit les habitants et contribue au déplacement des populations.

Au Cambodge, en dépit des préoccupations sur l'efficacité du tribunal et le manque de participation des victimes, le procès de cinq leaders du régime des Khmers Rouges a commencé. Un certain nombre de facteurs ont conduit à des violations des

droits humains et contribué aux déplacements de population dans la région: les conflits autour de la possession de la terre, les changements climatiques, le gaspillage des ressources naturelles, l'attribution de vastes territoires à des compagnies privées. Les droits de la minorité ethnique Khmer Krom sont malmenés par le gouvernement, et les Montagnards vietnamiens continuent à fuir les persécutions dont ils sont victimes dans le pays, rejoignant la cohorte des demandeurs d'asile.

En Indonésie, le soutien d'urgence d'après le tsunami a pris fin, l'attention des ONG s'est déplacée vers les besoins de développement à long terme de la région d'Aceh, et le gouvernement assume un plus grand rôle dans la gestion des désastres de ce pays sujets à des catastrophes naturelles. Néanmoins, l'évaluation extérieure de la réponse humanitaire a mis en lumière une indifférence au traumatisme subi par les survivants du tsunami et des 32 années de conflit. L'instauration d'une paix durable et le développement de la région dépendent en fin de compte de la mise en œuvre des aspects sociaux, économiques et politiques du programme de développement, par le gouvernement autonome d'Aceh.

Au Timor Leste, les effets de la crise politique de 2006, les divisions à l'intérieur des forces armées, les 100 000 déplacés et les différentes formes de violence politique ont plombé le gouvernement. Il est urgent de traiter un certain nombre de questions concernant la sécurité, l'inadéquation des infrastructures, les services sociaux et l'emploi.

Dans l'Indonésie d'après le tsunami, l'attention s'est déplacée vers les besoins de développement à long terme de la région d'Aceh

tentatives d'expulser certains groupes ethniques et demandeurs d'asile. En septembre, les manifestations des moines contre la junte militaire birmane et les violences qui ont suivi ont poussé certains Birmans à chercher asile en Thaïlande, soulignant la triste situation des réfugiés vivant dans ce pays. Bien que certains demandeurs d'asile aient été autorisés à se faire enregistrer par le HCR, nul ne sait encore si le Comité Provincial des Admissions (PAB) enregistrera leur demande. L'année s'est terminée par une élection générale, et on espère que le nouveau gouvernement thaïlandais, démocratiquement élu, offrira aux réfugiés et aux travailleurs migrants un environnement plus humain et plus stable sur le plan politique.

Depuis le coup d'état de septembre 2006, l'instabilité politique en Thaïlande a contribué à réduire l'espace de protection pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. La sécurité nationale est devenue une priorité pour le gouvernement militaire, et elle a influé sur toutes les décisions relatives à la migration et aux réfugiés, y compris les restrictions en matière d'obtention du statut de réfugié, et les

Bernard Arputhasamy SJ, Directeur du JRS Asie Pacifique

Les projets du JRS Australie



Secours d'urgence/assistance

Le projet pilote Shelter Project a soutenu 20 demandeurs d'asile déboutés qui n'avaient pas le droit de chercher un emploi. Il leur a donné de la nourriture et un hébergement, et il les a aiguillés sur les services sociaux et sur les services de santé.

Protection/advocacy

Le JRS a continué son double travail de surveillance et de sensibilisation par rapport aux effets du Mémoire de Compréhension avec les pays voisins sur les questions relatives au contrôle des migrations, en particulier des migrants qui sont retournés dans des pays de transit. Le JRS a débuté un projet de recherche sur les causes de déplacement des populations dans les îles du Pacifique de la Micronésie et de la Mélanésie, après que certains événements aient suggéré une augmentation du nombre de migrations forcées dû à la montée du niveau de la mer et à la disparité dans les niveaux de développement. Autre projet qui a vu le jour: l'augmentation de la capacité du diocèse de Daru-Kiunga à répondre aux besoins des 10 000 réfugiés originaires de Papouasie Occidentale.

Communication

Le JRS a continué son travail de sensibilisation de l'opinion aux questions relatives aux réfugiés, par la publication de bulletins, l'organisation d'événements publics, la participation à des séminaires, conférences, et des interviews données aux médias. Le JRS a également organisé une série de séminaires sur les questions relatives aux migrations forcées, dont trois séminaires sur la situation au Timor Oriental.

Services sociaux/développement communautaire

Le JRS a continué à visiter les migrants et les demandeurs d'asile dans le centre de rétention administrative de Villawood et à suivre les détenus transférés dans d'autres centres ou libérés. Sur les 160 personnes en contact avec le JRS, 60 ont été libérées pour raisons humanitaires, grâce aux efforts déployés en matière d'advocacy. Le JRS a également réuni des fonds pour aider les réfugiés à s'inscrire à l'école ou à l'université.

Les projets du JRS à Singapour



Collecte de fonds

En 2007, le JRS a collecté 330 000 dollars US pour des projets d'aide aux réfugiés et aux déplacés, dont certains projets d'éducation et de santé au nord de la Thaïlande, des projets de santé en Malaisie, des projets d'éducation en Inde, et une aide d'urgence aux déplacés du Sri Lanka.

Sensibilisation de l'opinion publique

Le JRS a organisé et participé à des débats, des manifestations et autres forum, pour sensibiliser l'opinion de la communauté catholique mondiale aux questions relatives aux réfugiés d'Asie. D'autre part, avec la collaboration du Conseil Catholique Social et Communautaire (CSCC) de l'archidiocèse de Singapour, le JRS a organisé un mois de recrutement pour des bénévoles. L'équipe du JRS a également publié des articles et un trimestriel électronique, la Voix des Réfugiés, distribué à quelque 1 000 supporters et donateurs.

Pastorale/accompagnement

A l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés, le JRS a organisé une messe présidée par Mgr Chia, l'archevêque du lieu. 400 fidèles ont prié pour tous les réfugiés birmans. En octobre, une messe et une procession aux flambeaux ont été organisées par le JRS et la communauté jésuite. 500 bénévoles et supporters ont prié pour une résolution pacifique de la crise birmane. Les membres du JRS ont également organisé des visites de projets du JRS en Thaïlande, en Inde et au Népal, à destination des nouveaux bénévoles, des paroissiens de la communauté de l'Eglise du Christ Roi, et des élèves des écoles catholiques locales.

Les projets du JRS Cambodge



En 2007, le JRS a assisté 100 demandeurs d'asile et réfugiés, dont 45 nouveaux arrivants.

Aide sociale

Les travailleurs sociaux du JRS ont aidé des demandeurs d'asile et des réfugiés à obtenir des allocations, une aide d'urgence, un hébergement, l'éducation pour leurs enfants, des soins médicaux et psychiatriques. Les membres de l'équipe du JRS leur ont permis de s'adapter à la vie de la société qui les accueille, ils sont intervenus pour résoudre certains problèmes avec la police et avec des voisins.

Protection/advocacy

L'an dernier, le JRS a continué à fournir une aide juridique aux demandeurs d'asile et aux réfugiés vivant dans les zones urbaines. L'équipe du service d'advocacy a organisé et coordonné plusieurs événements, y compris l'organisation d'activités locales à l'occasion de la Journée de la Terre et du forum régional sur les bombes à sous-munitions qui s'est tenu à Phnom Penh. Ces événements ont poussé le gouvernement à soutenir le traité visant l'interdiction des bombes à sous-munitions. Le JRS a participé à des activités visant à sensibiliser l'opinion publique à la Convention des Nations Unies sur les Personnes Handicapées, et aux rencontres du Comité directeur sur l'aide aux survivants et les actions contre les mines antipersonnel. L'équipe a également participé à des conférences et à des rencontres internationales sur les mines antipersonnel et sur les bombes à sous-munitions, qui se sont tenues en Autriche, au Cambodge, en Jordanie, en Suisse, mais aussi à des rencontres et à des activités d'advocacy. Tout ceci dans le cadre du 10e anniversaire de traité du Nations Unies visant l'interdiction des mines antipersonnel. Et enfin, le personnel du JRS a préparé la partie cambodgienne du rapport Landmine Monitor.

Le JRS a entrepris des recherches sur la cause des déplacements forcés à l'intérieur des frontières, en particulier la confiscation des terres par de puissantes élites. Il a continué à surveiller les difficultés auxquelles sont confrontés les réfugiés et demandeurs d'asile Montagnards du Vietnam, et à plaider leur cause.

Communication/paix et transformation des conflits

Le JRS a écrit des articles dans des publications du JRS et du Cambodge. Il a également donné des interviews dans les médias. L'équipe du JRS a participé à un atelier sur la gestion des traumatismes en préparation à d'éventuelles répercussions du procès des Khmers Rouges. Le JRS a également contribué à la construction de la paix et à la transformation des conflits par son travail sur les mines antipersonnel et sur les droits des personnes handicapées.



Les projets du JRS en Indonésie

En 2005, après le tsunami, le JRS s'est concentré sur les secours d'urgence. En 2006, il était passé au travail de reconstruction dans le long terme et la passation des pouvoirs aux communautés. L'an dernier, les actions dans le long terme qui ont bénéficié à plus de 35 villes et villages de la région d'Aceh ont commencé à baisser.

Aide d'urgence

En 2007, le JRS a fourni une assistance technique et matérielle dans 15 villes, villages et faubourgs. Les équipes ont distribué des semences de riz à 159 familles pour encourager les familles déplacées à reprendre les activités agricoles, et des suppléments alimentaires à 215 enfants et 38 femmes enceintes. Sur deux ans, 2006 et 2007, le JRS a construit 90 bâtiments, par exemple, des centres communautaires, des écoles coraniques, des ONG, une station de radio, des bureaux pour un village de pêcheurs, etc. pour des communautés, mais aussi trois centres pour 285 enfants. Les équipes ont également aidé la communauté à construire des maisons pour 183 familles.

Santé

L'an dernier, le JRS a fourni de l'aide à 8 villes, villages et faubourgs. 12 patients ont été hospitalisés, 493 autres ont été traités au dispensaire mobile du JRS, 118 enfants ont reçu des kits d'hygiène pour les sensibiliser aux questions de la santé et de l'hygiène. Le JRS a reconstruit 28 latrines, creusé six puits et construit trois citernes dans cinq villages, et il leur a donné de grands containers. D'autre part, 26 fonctionnaires travaillant avec les enfants ont reçu une formation psychosociale. Les fonctionnaires gouvernementaux ont fondé le Forum de Communication pour l'Aide aux Enfants, et formé 34 autres fonctionnaires.

Education

ACEH

L'an dernier, le JRS a assisté huit villes, villages et faubourgs en matière d'éducation. Avec 10 membres du JRS, quatre pensionnats coraniques traditionnels soutenus par le JRS ont mené une étude comparative pour aborder de nouvelles techniques d'enseignement et de gestion. 34 personnes ont suivi des cours en Anglais et en Arabe, et 30 autres des cours d'informatique. Les participants ont été encouragés à partager les connaissances acquises avec les autres étudiants en utilisant des techniques informelles. Le JRS a organisé une formation à la gestion pour 24 enseignants et financé une formation pédagogique externe pour 5 autres. Il a également organisé une formation à la gestion administrative et à la gestion d'une bibliothèque pour 19 personnels d'un pensionnat musulman. De plus, 420 élèves du primaire ont reçu des uniformes, et 346 élèves de maternelle, du primaire et du secondaire, ont reçu des fournitures scolaires. Six centres d'apprentissage de la lecture ont été créés, meublés et équipés de manuels scolaires et de livres musulmans.

Services sociaux/développement communautaire

ACEH

Le JRS a acheté de l'équipement de bureau pour 11 agences d'état des communautés côtières. 26 personnes travaillant pour cinq agences ont bénéficié d'une formation en gestion de projets, et d'ateliers de formation aux méthodes d'éducation alternative. 14 personnels travaillant auprès d'enfants dans trois agences nationales au plan local ont également reçu une formation. Le JRS a soutenu d'importantes célébrations religieuses dans des communautés locales.

Activités rémunératrices

ACEH

L'an dernier, le JRS a soutenu des petits business dans 19 villes, villages et faubourgs. Le JRS a continué à soutenir techniquement et surveiller les progrès de quelques groupes qui avaient reçu des capitaux en 2005-2006, en tout 532 personnes. Les activités commerciales de ce groupe étaient des plus diverses: pêche, agriculture, artisanat traditionnel, services, ventes. Le JRS a également fourni des semences de riz et de gingembre et des pesticides à 293 familles d'agriculteurs, dont 158 qui ont reçu des machines agricoles. Deux communautés villageoises ont été aidées dans la construction de barrages destinés à empêcher les inondations et de murets d'irrigation, ce qui a bénéficié à 822 personnes.

Les projets du JRS en Thaïlande



Education

MAE HONG SON

Le JRS demeure fidèle à son engagement au service de l'éducation primaire et secondaire, de la formation professionnelle, de l'éducation spécialisée, de la liaison entre l'école et les parents et de la formation des enseignants, pour les deux camps Karenne de Mae Hong Son. En 2007, le JRS a aidé 7 658 élèves à aller à l'école, et proposé une formation à 681 personnels réfugiés, enseignants ou pas. Un nouveau programme de formation professionnelle et un programme d'éducation informelle, ont été suivis par plus de 3 000 réfugiés.

RANONG

Le JRS arrive en tête des ONG qui proposent des services en éducation aux enfants des travailleurs migrants de cinq communautés birmanes et deux écoles thaïlandaises. En tout, 1 200 élèves et 34 enseignants thaïlandais et birmans en ont bénéficié.

Programme urbain/advocay

BANGKOK

Suite aux événements politiques, tant internes qu'externes, le nombre de demandeurs d'asile d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient qui ont bénéficié d'un accompagnement, de conseils juridiques, d'assistance financière a augmenté de façon significative au cours de l'année passée, pour atteindre les 3 000. En mai 2007, le HCR ayant cessé de mener des interviews

en vue de la détermination du statut de réfugié, le JRS, en tant que première organisation au niveau de l'assistance aux demandeurs d'asile, a demandé à l'agence de reprendre son travail. Le JRS continue quant à lui à proposer une aide aux Hmong, Karenne, Arakan et autres communautés birmanes vivant dans la ville.

MAE SOT

Suite aux manifestations de septembre dernier en Birmanie, le JRS a proposé un accompagnement, un soutien financier et une aide d'urgence à 768 demandeurs d'asile, dont certains venaient d'arriver. L'équipe du JRS a également assisté les Karen birmans et d'autres groupes ethniques minoritaires, en matière d'éducation et d'activités de développement communautaire.

Détention/santé

BANGKOK

A mi chemin de l'année, les ONG travaillant dans le centre de rétention de Suan Plu ont connu des restrictions. En dépit de ces contraintes et d'un nombre record de détenus, quelque 1 300, le JRS a continué à fournir une aide médicale et des suppléments alimentaires, tout en continuant à plaider en faveur de la libération des détenus. Le JRS s'est élevé contre la mise en rétention arbitraire des réfugiés et des demandeurs d'asile, et il a négocié avec le HCR la possibilité de donner une aide financière à tous les réfugiés déclarés du centre de détention de Suan Plu.

Services sociaux & développement communautaire

CHIANG MAI

Le JRS a continué à répondre aux besoins éducatifs et matériels des réfugiés birmans appartenant à l'ethnie Shan et à d'autres minorités réfugiées dans le nord de la Thaïlande, ce qui représente plus de 1 000 enfants et 2 000 familles Shan. D'autre part, le JRS s'est engagé dans l'advocacy pour que les membres des ethnies Shan et Lahu obtiennent des certificats de naissance et ne soient plus considérés comme des apatrides.



Les projets du JRS au Timor Leste

Services sociaux & développement communautaire

En réponse à la crise endémique qui plombe le pays, le JRS a ouvert un projet en octobre dernier qui propose des services communautaires à des personnes déplacées et assiste l'Eglise locale qui les accueille. Six camps ont été choisis et il y a eu des rencontres avec les leaders des camps et les gestionnaires dans les six communautés religieuses qui accueillent des déplacés, afin de recueillir des informations et identifier leurs besoins.

Protection/advocacy

Pour sensibiliser l'opinion aux problèmes auxquels sont confrontés les déplacés, le JRS a animé des ateliers sur les Directives ONU sur le Déplacement Interne, pour 37 personnes, dont des gestionnaires de camps, du personnel travaillant avec les ONG locales, et l'ombudsman gouvernemental pour la défense des droits humains.



• Le Centre de rétention administrative de Villawood, Sydney. JRS Australie



• Promotion de la sécurité alimentaire. Centre de formation agricole. Mae Hong Son, nord de la Thaïlande; Sara Pettinella/JRS



• Des maisons pour personnes déplacées. Aceh, Indonésie. JRS Asie Pacifique



Asie du Sud

Le manque de volonté politique et les difficultés internes de certains pays clés ont empêché les pays de l'Asie du Sud de se mettre d'accord sur des réformes économiques communes attendues de tous. A la suite de quoi, il a été impossible de se mettre d'accord sur une monnaie commune aux divers états de la région. Heureusement, les événements positifs du Népal et du Bhoutan laissent entrevoir la possibilité de trouver des solutions durables pour les réfugiés bhoutanais exilés depuis dix ans.

Au Pakistan, l'annonce d'élections parlementaires a fait naître l'espoir de voir la démocratie avancer. Il est regrettable que l'assassinat de l'ancien Premier Ministre, Mme Benazir Bhutto, au cours d'un meeting politique ait ralenti le processus. En Inde, la signature d'un accord entre les Etats-Unis et les autorités civiles indiennes sur une collaboration au niveau du nucléaire civil a engendré un mouvement d'opposition national, tandis que la création de Zones Economiques Prioritaires a provoqué des déplacements massifs de groupes marginaux.

Au Sri Lanka, l'année a été marquée par des attaques aériennes, des disparitions, des assassinats arbitraires

le Canada, la Nouvelle-Zélande et quelques autres ont offert d'accepter de plus petits nombres de réfugiés. Dans un premier temps, les Etats-Unis proposent de réinstaller 12 000 réfugiés d'ici à octobre 2008, la fin du processus étant prévue pour 2012.

L'an dernier, le Bhoutan a fait connaissance avec la démocratie: le pays a connu les premières élections pour la Chambre haute du Parlement. Certains y ont vu le premier pas vers la création d'une société égalitaire dans un pays qui vit depuis des siècles sous la monarchie. De son côté, le gouvernement américain a pris des mesures pour résoudre la crise des réfugiés au Népal oriental, offrant de réinstaller 60 000 réfugiés bhoutanais. A la suite de quoi d'autres pays - l'Australie,

Au Sri Lanka, le conflit a repris. Le groupe rebelle du LTTE, a utilisé des kamikaze pour détruire l'une des plus grandes bases aériennes gouvernementales située à Anuradhapura, tandis que ses propres avions volaient au-dessus de Colombo, la capitale du pays, semant la terreur parmi la population en majorité Sinhalese. En réponse, les forces aériennes gouvernementales ont tué le leader politique du LTTE, Tamil Selvan, pourtant connu comme l'une des colombes du mouvement séparatiste.



• Déplacement, le coût du conflit. Sri Lanka. Max Martin/JRS

L'année a été marquée par des attaques aériennes, des disparitions, des assassinats arbitraires, des restrictions en matière de liberté de mouvement, des blocages économiques qui ont provoqué des disettes, tout particulièrement dans la région de Vanni et dans la péninsule de Jaffna. Il y a eu plus d'attaques contre les travailleurs humanitaires. En septembre, le père Packiyaranjith, Coordinateur du JRS dans le district de Mannar, dans le nord, a été tué par l'explosion d'une bombe antipersonnel alors qu'il voyageait à travers le territoire tenu par les rebelles pour apporter de l'aide aux populations. Plus de 50 000 personnes déplacées à cause des opérations menées par l'armée dans la partie orientale, continuent à vivre en dessous du seuil de pauvreté dans des camps pour personnes déplacées, dans les districts de Trincomalee et Batticaloa (nord-est, et est, du pays). A la fin de l'an dernier, la guerre s'est déplacée vers le nord, provoquant de nouveaux déplacements.

En dépit des événements qui ont agité le Sri Lanka, le nombre de réfugiés passant en Inde s'est amoindri tout au long de l'année. Le gouvernement de l'état du Tamil Nadu a voté un certain nombre de lois favorables aux réfugiés. Le gouvernement national a demandé que les réfugiés sri lankais soient enregistrés afin de bénéficier des nouvelles mesures. Il a également levé l'interdiction qui les empêchait d'avoir accès à l'éducation universitaire et il leur a accordé l'autorisation de construire de nouveaux centres communautaires dans les camps de réfugiés.

En dépit des progrès au Népal et en Inde, il n'y a aucune perspective de trouver une solution pacifique au conflit qui déchire le Sri Lanka, ce qui inquiète les civils et les travailleurs humanitaires.

PS Amalraj SJ, Directeur du JRS Asie du Sud

Les projets du JRS en Inde



Education

L'an dernier, le JRS a aidé 10 155 élèves sri lankais à s'inscrire dans les écoles de l'état du Tamil Nadu, et il leur a fourni les fournitures scolaires et d'autres matériels. 9 640 élèves ont pu bénéficier de cours du soir dans les centres du JRS. 1 714 élèves du secondaire ont pu suivre des cours en dehors du cursus scolaire pendant les vacances d'été. Et 101 filles sorties très tôt du système scolaire ont bénéficié d'une formation professionnelle dans des internats du JRS. Le JRS a permis à 154 réfugiés travaillant dans les centres de formation de 60 camps de participer aux sessions de formation des enseignants et aidé les comités des camps à construire et à rénover 20 centres et hall d'assemblées communautaires. D'autre part, le JRS a permis à 200 élèves de s'inscrire dans des collèges communautaires; 158 d'entre eux ont reçu une aide pour payer leurs frais d'inscription et leur logement. 868 autres étudiants ont reçu une aide financière pour leur logement, et 162 d'entre eux ont reçu une allocation. Des bourses d'enseignement spécial ont été données à 257 autres étudiants du secondaire, et les étudiants ont reçu des subsides pour publier un magazine mensuel intitulé "Manavar Vidyal".

Développement communautaire

Chaque mois, le JRS a facilité l'organisation d'un forum de débat sur des sujets tels que le Sida, la différence sexuelle, la responsabilité sociale. Une moyenne de 717 étudiants y a participé. Un atelier sur le leadership et sur les médias a également été organisé pour 650 leaders étudiants. Et enfin, des cours de couture ont été proposés à 210 femmes réfugiées.

Advocacy/accompagnement

Les leaders des camps de districts ont pu recevoir une assistance, composée entre autres, de trois ateliers. L'objectif était la promotion de la planification et du partage de l'information. Les membres des équipes se sont rendus dans les maisons à la rencontre de 4 879 familles. Ils ont fourni une assistance, médicale entre autres, à 1 256 personnes, et proposé un accompagnement à 228 autres. Quelque 650 réfugiés âgés ont reçu une allocation mensuelle.

Les projets du JRS au Népal



Education

Le JRS a soutenu 1 155 enseignants réfugiés dans 42 camps, ce qui a permis d'aider 32 035 élèves; et 14 enseignants chargés du soutien scolaire, ce qui a permis d'aider 550 enfants ayant besoin d'un enseignement spécialisé. Plus de 4 800 élèves du primaire et du secondaire se sont inscrits à des examens, les trois quarts d'entre eux ont réussi. Sept centres pour l'enfance employant 46 personnels ont proposé un accueil de jour à 3 231 élèves. Les centres du JRS pour les jeunes de plusieurs camps ont proposé des activités récréatives, sportives et sociales, dont la sensibilisation au Sida pour de jeunes adultes âgés de 18 à 25 ans.

Education professionnelle

Avec le soutien du HCR, le JRS a élargi sa palette de cours professionnels destinés aux jeunes, y compris pour ceux qui ont quitté l'école. L'an dernier, 1 884 jeunes ont pu bénéficier de ces cours, qui comprenaient des cours de charpente, de plomberie et d'informatique.

Handicap

Le JRS a administré 13 centres pour personnes handicapées, proposant une formation professionnelle à 546 jeunes ayant quitté l'école très tôt. Des cours de langage des signes, et d'autres formations ont été proposés à 381 jeunes ayant divers types de handicap. Les centres ont également fourni des certificats médicaux à 514 personnes handicapées.

Advocacy

Le JRS continue à fournir des rapports de terrain et à entreprendre des actions de lobbying auprès des agences partenaires locales et internationales, encourageant le Népal à approuver la réinstallation des réfugiés bhoutanais dans un pays tiers. En novembre, le gouvernement avait répondu de façon négative. La perspective de la réinstallation avait provoqué des accès de fièvre et de violence entre les réfugiés favorables au rapatriement au Bhoutan et ceux qui voulaient s'installer au Népal. Deux jeunes réfugiés ont été tués et d'autres ont été blessés par les tirs de la police contre les manifestants.



Les projets du JRS au Sri Lanka

Education

L'an dernier, 57 345 enfants affectés par la guerre et déplacés, ainsi que 1 106 enseignants, ont bénéficié des programmes du JRS. D'autre part, 5 482 enfants ont bénéficié des cours dispensés dans 131 écoles maternelles employant 297 enseignants, et 24 675 enfants ont bénéficié des cours dispensés dans 289 centres d'alphabétisation du soir employant 674 enseignants; deux structures gérées par le JRS. L'équipe du JRS a également fourni des fournitures scolaires et des uniformes à 62 920 élèves et des bourses d'études à 3 197 enfants. Elle a également fourni 81 enseignants pour 36 écoles de l'Etat, touchant ainsi 4 064 élèves. En outre, le JRS a aidé les élèves à publier 4 000 copies de leur bulletin bimensuel Manavar Vidyal et géré des orphelinats qui ont accueilli 121 enfants.

Développement des ressources humaines

Les centres de formation professionnelle du JRS ont proposé des formations de base dans un certain nombre de domaines: coupe, broderie et coiffure, à 132 fillettes qui ont quitté l'école de bonne heure. Les équipes du JRS ont proposé une formation pédagogique à 971 personnes afin qu'elles puissent travailler dans des écoles maternelles et dans des centres d'alphabétisation du soir. 6 508 personnes ont reçu une formation parental et au leadership, tandis que 19 979 élèves ont reçu une formation à la paix et à la réconciliation. En outre, 15 conseillers ont proposé des sessions individuelles et de groupes à 8 730 personnes traumatisées par le tsunami et par les conflits en cours. Le personnel du JRS a également organisé des cours de formation professionnelle, notamment en mécanique, charpenterie et soudure à 99 personnes sans emplois. Et enfin, le JRS a ouvert un centre d'accueil pour enfants handicapés, avec le soutien d'une ONG locale, Mannar Association for Rehabilitation of Differently Abled People, dont ont bénéficié 91 enfants handicapés.

Activités rémunératrices

L'an dernier, l'équipe a continué à fournir de multiples aides, en particulier financière, à des coopératives créées par le JRS. 72 coopératives ont reçu des prêts - 34 pour des paysans, six pour des pêcheurs, 23 pour des veuves, et 15 groupes pour des personnes handicapées - ce qui a touché 2 616 familles. Dans ses cinq centres de production, le JRS a employé 69 étudiants en travaux ménagers à préparer des repas et à produire des fournitures scolaires pour les élèves bénéficiaires. D'autre part, 110 groupes de femmes ont reçu des prêts pour démarrer une activité commerciale, ce qui a bénéficié à 1 842 familles.

Situation d'urgence/construction

1 476 rapatriés en situation de grande vulnérabilité ont reçu des petits prêts d'urgence d'un montant de 75 dollars et des prêts commerciaux de 250 dollars. Le JRS a également construit 896 hébergements temporaires et 320 hébergements semi temporaires, 4 centres pour enfants et 182 maisons, 7 écoles maternelles, 19 écoles pour l'enseignement du soir, et 4 centres de ressources humaines.



• Une famille réfugiée au Sri Lanka. Tamil Nadu, Inde. JRS Asie du Sud



• Education, le cœur de la mission du JRS. Sri Lanka. Ken Gavin SJ/JRS



• Enfants réfugiés bhoutanais. Népal oriental. JRS Asie du Sud



Europe

Au début de l'année 2007, la Roumanie et la Bulgarie ont rejoint l'Union Européenne (UE), portant à 27 le nombre des états membres. Sur les dix nations qui ont rejoint l'Union Européenne en 2004, neuf sont entrés dans l'espace Schengen. Tout en essayant de mettre en œuvre une politique d'asile commune d'ici à 2010, l'Union Européenne a dans un même temps fermé ses frontières, limitant l'accès à l'asile. Les fonctionnaires européens se trouvent dans les aéroports et dans les ports, empêchant les personnes de quitter leurs lieux d'origine. Des murs de protection sont accompagnés de patrouilles sur la Méditerranée et aux alentours des îles Canaries. Les groupes de défense des droits humains sont inquiets parce que ces mesures empêchent des personnes fuyant la persécution de chercher refuge en Europe, et d'autre part parce qu'ils mettent leur vie en danger. Le fait que l'Union Européenne ne remplisse pas ses devoirs en matière de protection des droits humains renforce le rôle de la Cour Européenne des Droits Humains.

Pour la première fois en cinq ans, le nombre de demandes d'asile a augmenté

L'an dernier, pour la première fois depuis cinq ans, le nombre de demandes d'asile a augmenté de quelque 11%. La plupart des demandeurs sont arrivés d'Iraq, de Russie et du Pakistan. Le nombre de personnes placées en centre de rétention administrative a du même coup lui aussi augmenté, en particulier ceux qui sont sous le coup d'un ordre d'expulsion. Les deux tiers de ces derniers restent cependant dans le pays. Ceux qui ne peuvent rentrer chez eux n'ont généralement pas accès aux services sociaux et finissent dans la misère - le respect de leurs droits fondamentaux dépend de leur statut juridique.



• Une fillette réfugiée vivant dans le centre de réception des familles Pedro Arrupe. Claudio Lombardi/JRS

À l'avenir, les migrations clandestines risquent de devenir la règle au lieu de l'exception

Il est indispensable qu'ils soient protégés, quel que soit leur statut. Il est significatif que le Prix Nansen ait été attribué à un personnel du JRS qui travaille depuis dix ans au service de toutes les sortes de migrants: le Dr Katrine Camilleri, du JRS Malte.

Il est de plus en plus difficile de faire la distinction entre les réfugiés et les autres migrants. Les experts parlent désormais de flux "de migrations fixées" de groupes fuyant la persécution, les violations des droits humains, ou fuyant la misère et le désespoir. Les deux sortes de migrants arrivent dans les pays d'accueil, sans papiers et par les mêmes routes.

Bien que les hommes politiques opposés à l'immigration bénéficient de puissants soutiens dans les pays européens, on reconnaît de plus en plus que l'Europe est un continent d'immigration. Les experts pensent que dans les années à venir, 44 millions de personnes sortiront du marché du travail et que le continent sera confronté à une sévère pénurie de main-d'œuvre. Dans des pays tels que la Pologne, l'Ukraine ou le Maroc, l'élévation du niveau de vie, le développement de l'emploi et l'augmentation des salaires, tariront la source de l'immigration. Les pays d'où partent les migrants et la Commission Européenne voudraient faciliter l'immigration légale, mais rien ne se fera sans l'engagement spécifique des Etats membres de l'Union Européenne. Ce qui fait que l'immigration clandestine demeurera la règle et non l'exception, avec tous les risques d'exploitation et de violations des droits humains. Il est quand même tragique qu'au moment même où l'Europe prend conscience qu'elle a besoin des migrants, rien ou presque ne soit fait pour encourager la réinstallation des réfugiés provenant de pays qui ne sont pas membres de l'Union Européenne.

Jan Stuyt SJ, Directeur du JRS Europe

Projets du bureau régional du JRS



Advocacy/sensibilisation du public

L'an dernier, le travail du JRS Europe en matière de politique et d'advocacy s'est concentré sur quatre points stratégiques: la rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants, la pauvreté, le lien entre migration et développement, et l'externalisation des procédures d'asile de l'Union Européenne.

Pour lutter contre l'utilisation dans le long terme des centres de rétention administrative fermés, à travers le continent, le JRS Europe a collecté un certain nombre de sources qui ont été mises sur son nouveau site Internet: www.detention-in-europe.org. On y trouve aussi bien des procès que des informations sur les projets du JRS Europe ou sur les législations nationales. En collaboration avec les bureaux de pays du JRS, le bureau régional a entrepris un travail d'advocacy auprès des décideurs politiques, tant à Bruxelles que dans les principales capitales de l'Union Européenne.

En 2007, le JRS a entrepris des recherches sur les déboutés de l'asile vivant dans la misère. Elles ont mis en lumière le fait que la plupart de ceux qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine n'ont, à cause de leur statut juridique, aucun droit en matière d'accès aux services sociaux, ce qui les marginalise tant sur le plan économique que sur le plan social.

A Bruxelles, le JRS a participé à des manifestations autour du Forum Global sur les Migrations et le Développement. Il a organisé une conférence avec des représentants politiques, des ambassadeurs et des membres des ONG. Le but étant d'échanger des informations sur les meilleures manières de travailler.

Dans le cadre du travail du JRS sur l'externalisation de la politique d'asile de l'Union Européenne, le JRS a démarré une recherche sur les zones de non protection des réfugiés et des migrants vivant au Maroc.

Le JRS continue à organiser le Prix Pedro Arrupe pour sensibiliser l'opinion publique aux questions relatives aux réfugiés. Les lauréats, un Polonais et un Slovaque, sélectionnés parmi des candidats venant de 35 écoles secondaires dans 14 pays de l'Union, ont reçu leur récompense au Parlement Européen. Le JRS a lancé un concours similaire à destination des étudiants en journalisme.

Bien que le JRS n'ait pas de personnel à temps plein en Autriche, au Liban, en Espagne et en Ukraine, un certain nombre d'activités ont néanmoins eu lieu, par exemple la collecte de fonds.

Les projets du JRS Belgique

Rétention administrative/advocacy/sensibilisation de l'opinion publique

L'an dernier, le JRS a continué ses visites aux demandeurs d'asile et aux migrants détenus dans cinq centres de rétention administrative. Il leur a proposé un soutien moral et l'aide juridique, tout en facilitant le contact avec les avocats et avec leurs familles. Le JRS a continué ses opérations de lobbying auprès des fonctionnaires gouvernementaux et des partis politiques afin que soient proposées ou votées des mesures visant la protection des migrants et des demandeurs d'asile, en particulier ceux qui sont placés en centre de rétention administrative. Une aide psychologique a été proposée à ces derniers, et le Parti socialiste francophone a proposé une loi basée sur les recommandations d'un rapport présenté en octobre 2006 par un certain nombre d'ONG, dont le JRS.

Dans le cadre de son travail d'advocacy contre la rétention des enfants, le JRS a soutenu des avocats qui remettent en cause la rétention des familles ayant des enfants. D'autre part, le JRS a invité les ONG à signer une lettre ouverte priant le Ministre de l'Intérieur de mettre un terme à ces pratiques. Cette lettre a été publiée le 20 novembre, à l'occasion de la Journée Mondiale des Droits de l'Enfant. Le 6 décembre, en la fête de Saint Nicolas, le JRS et d'autres ONG se sont rendus au Ministère de l'Intérieur pour remettre des dessins et des lettres d'enfants belges demandant la fin de la rétention des enfants.

En avril, le JRS a participé à la campagne baptisée " Qui peut rester ? " qui souligne le caractère arbitraire du processus de régularisation. Face à des acteurs représentant les migrants sans papiers, le public devait décider qui peut rester en Belgique. Le 20 juin, à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés, le JRS a participé à une veillée de prière interreligieuse organisée par le bureau régional, pour ceux qui ont trouvé la mort en essayant d'atteindre le continent européen.

Les projets du JRS France



L'an dernier, le JRS a créé un bureau, et recruté un directeur de pays, un travailleur pour les projets et un certain nombre de bénévoles. Quelque 10 bénévoles ont visité des centres de rétention administrative et participé à un projet d'intégration à Paris. Le JRS a démarré un projet d'intégration à Chambéry, dans le sud-est de la France. La jeune équipe a préparé et lancé un site internet.

Les projets du JRS Allemagne



Rétention administrative

En 2007, le JRS a proposé un soutien juridique, social et pastoral à quelque 2 500 personnes détenues dans les centres de rétention administratifs à Berlin, Eisenhüttenstadt (Brandebourg) et Munich (Bavière). En 2005, le JRS a fondé, en collaboration avec le Fond Européen pour les Réfugiés, le Fond du JRS pour l'aide juridique, à destination des personnes retenues à Berlin Brandebourg. Le budget de 20 000 € a permis de financer l'aide juridique pour 80 cas, dont 30 qui ont connu une issue heureuse. En novembre, 12 organisations, dont la Caritas Bavière, le Conseil Diocésain des Catholiques, et la section locale d'Amnesty International - ont accepté de soutenir l'extension du projet du JRS en Bavière, au sud de l'Allemagne.

Advocacy

Le JRS est intervenu dans plusieurs conférences initiées par des ONG autour des opérations de contrôle des frontières de l'Union Européenne. Le personnel du JRS a publié un article politique critiquant l'échec de l'agence européenne FRONTEX, en matière de défense des droits des migrants et des réfugiés.

La Commission Sauvegarde

En 2007, la Commission de Berlin s'est réunie neuf fois pour traiter 220 cas. Elle a demandé au Secrétaire de l'Intérieur de Berlin d'accorder un permis de résidence pour raisons humanitaires à 155 cas. 94 permis ont été finalement accordés. En tant que membre de la Commission, le JRS a suivi 36 demandes en 2007. La Commission s'est prononcée sur 46 cas suivis par le JRS, en 2007 et au cours des années précédentes. Le Secrétaire de l'Intérieur de Berlin a accordé un permis de résidence pour raisons humanitaires à 17 cas et pour d'autres raisons à 7 autres cas. Suite à l'intervention directe du JRS, 51 personnes ont bénéficié du droit de demeurer en Allemagne.

Les projets du JRS Irlande



Rétention administrative/advocacy

Le JRS a continué à proposer un soutien psychologique à des femmes en rétention administrative. En mai, le JRS et le Mercy Refugee Network ont organisé une formation pour 35 visiteurs de centres de rétention. D'autre part, le JRS a participé à un projet de recherche financé par le Parlement Européen sur les conditions de rétention des migrants, et plus particulièrement les structures pour les personnes ayant des besoins particuliers.

Intégration

Community Link, un projet d'intégration de la ville de Dublin, a proposé divers services et activités: emplois, éducation, culture. Des réfugiés au chômage depuis longtemps ont reçu une formation particulière: recherche d'emploi, préparation en vue d'une interview, communication interculturelle, préparation d'un CV et développement personnel. Des activités et des ressources destinées à aider les parents d'enfants réfugiés et les enseignants qui travaillent à leur contact ont été développées et proposées à 33 écoles primaires et 12 écoles secondaires. Un dossier de Ressources Scolaires datant de 2006 a été largement diffusé en 2007. Le premier d'une série de séminaires destinés aux enseignants - Immigration, Droits et habilitation - s'est tenu en novembre, une trentaine de personnes y ont participé. Pour diminuer l'isolement des réfugiés et des familles de migrants, le JRS a organisé des événements interculturels à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes et de la Journée Internationale des Réfugiés. Le JRS a continué à développer le soutien en matière de langues par le biais de projets de tutorisation.

Le JRS Irlande a commencé un livret sur le système éducatif irlandais, à destination des parents migrants, et il a finalisé le calendrier interreligieux et interculturel pour 2008, et un nouveau site pour le JRS Irlande: www.jrs.ie.

Projets du JRS Italie



Assistance sociale/formation

En partenariat avec le Service National de la Santé, et avec le soutien du HCR, le JRS a ouvert un centre à Rome - Salute per Migranti Forzati - qui propose une assistance et des soins de santé aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Le projet veut encourager les migrants forcés à utiliser le service de santé de l'Etat. En coopération avec l'association "Médecins contre la torture", les victimes de la torture peuvent bénéficier de soins spécialisés. Un bâtiment appartenant à la Mafia a été confisqué et donné au JRS pour qu'il y ouvre un centre d'accueil pour 60 personnes. C'est le 5e centre d'hébergement géré par le JRS. Grâce au financement des autorités de la région du Lazio, le JRS a pu organiser 400 heures de cours et 100 heures de stage dans le domaine du travail social, pour 23 migrants originaires de 16 pays différents. Au terme d'un examen final, les participants ont obtenu une qualification officielle.

Advocacy/sensibilisation de l'opinion publique

Le JRS Italie a participé à un projet de recherche dont les premiers résultats ont été communiqués en novembre 2007. Ce projet porte sur les difficultés auxquelles sont confrontés les demandeurs d'asile déboutés dans la région du Lazio, principalement des jeunes Africains et jeunes Asiatiques entrés clandestinement dans le pays. Le JRS espère que les résultats de ces recherches lui permettront d'améliorer l'assistance apportée à ces groupes, qui souffrent tout particulièrement du fait de ne pas pouvoir trouver du travail. Au cours de l'année 2007, des milliers de lycéens ont participé à un concours écrit sur le thème "La lecture ne part pas en exil". Ce concours était soutenu par le Ministère de l'Héritage Culturel.

Les projets du JRS Malte



Détention

Le JRS continue à porter ses efforts sur la rétention administrative, proposant une aide pour les questions juridiques, des services sociaux et pastoraux aux personnes placées en centres de rétention administrative. Les personnes en situation de grande vulnérabilité ont reçu une aide juridique approfondie, d'autres ont été envoyées aux agences gouvernementales ad hoc par un travailleur social et par une infirmière.

Advocacy

Le JRS est la principale agence humanitaire engagée dans un projet de l'Union Européenne concernant l'étude des conditions de détention dans les dix Etats de l'Union Européenne entrés en 2004. Chaque pays a préparé un rapport national, et tous ces rapports ainsi que le rapport régional, ont été présentés lors d'une conférence qui s'est tenue à Malte, en octobre.

Assistance sociale

Le projet contre la violence sexuelle qui est financé par le HCR, a accru le travail du JRS auprès des migrants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des centres de rétention. Par le biais de deux médiateurs et d'un psychologue, le JRS a pu communiquer avec des femmes de différentes cultures qui leur ont dépeint les expériences traumatisantes qu'elles ont eues. En collaboration avec le HCR et avec d'autres ONG, le JRS a pu mettre sur pied un programme d'éducation à la santé et de promotion, tant dans les centres ouverts que dans les centres fermés.

Sensibilisation de l'opinion publique/pastorale

En 2007, le JRS a travaillé dans le cadre du projet financé par l'Union Européenne, "Nous sommes tous égaux". L'équipe du JRS a visité plus de 40 écoles et centres communautaires et organisé un certain nombre de rencontres théâtrales qui ont réuni plus de 500 élèves. Les élèves ont pu voir un DVD de 30 minutes sur le racisme et la discrimination, puis engager le débat. D'autre part, un petit groupe de Jésuites ont célébré des messes dominicales avec les détenus chrétiens: le point d'orgue étant les neuf messes célébrées le Jour de Noël par huit prêtres jésuites.

Les projets du JRS Portugal



Le JRS a appuyé environ 5.500 personnes en 2007, en particulier de l'Europe de l'est, des pays lusophones en Afrique et du Brésil.

Assistance sociale

L'an dernier, 114 migrants ont été hébergés au Centre Pedro Arrupe, et 205 ont reçu une aide d'urgence du bureau d'aide sociale. En collaboration avec le JRS, une congrégation religieuse a fourni déjeuner et dîner à des migrants marginalisés,

au rythme de cent repas par jour. Quelque 85 migrants ont consulté un médecin bénévole qui, en cas de besoin, les a envoyés à des spécialistes, par exemple: dentiste, psychiatre, gynécologue. Le JRS a proposé un soutien social, psychologique, culturel et religieux à quelque 300 migrants clandestins hébergés dans un centre d'hébergement temporaire de l'Etat, et embauché un psychologue, d'abord à mi-temps, qui a proposé 110 séances de soin à 29 personnes.

Intégration

En 2007, des infirmières immigrées ont participé à un projet du JRS destiné à faire reconnaître leurs qualifications professionnelles. Dans le cadre d'un projet de l'UNIVA, en collaboration avec des agences d'Etat et des ONG, le JRS a fourni une assistance et a interviewé 2 751 migrants et réfugiés, les envoyant à des employeurs dans le secteur du bâtiment, du ménage et des soins. D'autre part, les équipes du JRS ont proposé des informations à 712 migrants et réfugiés sur la régularisation de leur statut juridique, le renouvellement de leurs papiers, la demande de nationalité, l'éducation, les droits à la santé et le rapatriement. 91 personnes ont participé à des cours de langue portugaise proposés par le JRS.

Sensibilisation

En 2007, le projet "Bienvenue dans notre pays", destiné à sensibiliser et à encourager l'intégration des communautés de migrants, a pris fin. Au total, 40 écoles ont été visitées et 2 000 personnes ont été impliquées dans des sessions. Le JRS a participé à plusieurs débats et conférences, et de temps en temps à des événements proposés par la presse écrite, la radio et la télévision, et distribué 1 800 copies de sa lettre trimestrielle.

Les projets du JRS en Roumanie



Assistance sociale

Une fois terminée la période d'hébergement assurée par l'Etat, seul le JRS offre ce type de service. L'an dernier, 57 hommes ont été accueillis temporairement dans des foyers du JRS pour une durée de six mois. Et 22 autres personnes (familles et femmes seules) ont été hébergées dans des appartements sociaux. Le JRS a aidé des réfugiés et des migrants à se soumettre aux exigences administratives posées par l'Etat et à trouver un emploi approprié. De plus, l'équipe a envoyé des réfugiés et des demandeurs d'asile auprès des autorités administratives et des ONG qui proposent des services spécialisés: assistance juridique, psychologique et médicale. Un médecin et une infirmière bénévoles soignent les personnes hébergées dans les centres. Les travailleurs sociaux du JRS ont proposé un accompagnement et d'autres types d'assistance aux personnes ayant des problèmes psychologiques et comportementaux et vivant en centres de rétention ou d'hébergement.

Intégration/éducation

Afin d'aider les migrants à s'intégrer dans la société roumaine, le JRS propose des cours de langue roumaine et anglaise, ainsi que des activités culturelles. De même, les réfugiés et les demandeurs d'asile peuvent suivre des cours d'informatique, ce qui leur permet de communiquer avec leurs familles et leurs amis. Des événements culturels importants ainsi que des fêtes religieuses, chrétiennes et musulmanes, ont été célébrés dans le Centre Pedro Arrupe, et des activités récréatives et sportives ont été organisées.

Les projets du JRS en Slovénie



Réception et visites en centres de rétention

Dix-neuf personnes ont suivi un programme de formation bénévole et quatre séminaires ont été proposés à des bénévoles travaillant dans le centre de réception "Asylum House" à Ljubljana et dans le centre de réception de Postojna. Deux fois par semaine, quelque 70 détenus ont été visités par des bénévoles du JRS, qui leur offraient leur amitié, les écoutaient et jouaient avec les enfants détenus. Quatre fois par semaine, des bénévoles et un travailleur social du JRS se sont rendus dans le centre ouvert, et ils y ont organisé un groupe de soutien aux résidents, des ateliers créatifs et des activités culturelles. D'autre part, le travailleur social du JRS a aidé les jeunes enfants à se préparer à leur future éducation. De plus, le 5 décembre, le JRS a organisé des activités pour Noël, dont une visite du Père Noël pour 40 enfants du centre ouvert.

Intégration/éducation

Pour la cinquième année consécutive, le JRS a organisé un week-end de vacances pour 28 femmes et enfants, dans la cité balnéaire de Portoroz. C'était la première fois que deux familles du centre de rétention ont pu y participer. Pour un grand nombre d'entre eux c'était la première fois où ils ont vu la mer. Pour promouvoir leur intégration dans la société slovène, le JRS a organisé quatre cours d'informatique pour 27 demandeurs d'asile et réfugiés.

Communication

Le JRS Slovénie diffuse un programme bimensuel, "Construire une société plus accueillante", sur les ondes de la Radio Catholique Ognjisce. A la fin décembre, ce programme qui met l'accent sur les questions relatives aux réfugiés et aux migrants, a diffusé sa centième émission.

Les projets du JRS en Suède



Rétention

Le JRS Suède a été officiellement ouvert l'an dernier. Un groupe de visiteurs du JRS composé de neuf personnes a offert un soutien moral aux personnes détenues, les aidant à prendre contact avec leurs parents et leurs avocats, et proposant une médiation entre les détenus, la police et l'administration suédoise pour les migrations. Au cas par cas, en particulier pour les détenus transférés dans d'autres pays de l'Union Européenne dans le cadre du deuxième accord de Dublin, des contacts ont été pris avec des ONG ou avec des bureaux du JRS situés dans les pays de destination, pour s'assurer que les détenus transférés bénéficient du soutien nécessaire et soient bien traités à leur arrivée. De manière moins structurée, le JRS a également apporté aide et conseils aux migrants clandestins.

Les projets du JRS Royaume-Uni



Advocacy/détention

Pour sensibiliser l'opinion publique aux traitements réservés aux réfugiés et demandeurs d'asile vivant au Royaume-Uni, le personnel et les bénévoles du JRS ont continué à donner des conférences et à proposer des ateliers à des groupes civils ou d'Eglise. Le JRS a travaillé au sein de coalitions à des actions de lobbying et à des campagnes visant les questions relatives à la misère et à la rétention administrative, et il a participé à un groupe chargé de surveiller les interviews de migrants. De plus, le JRS a aidé à créer la Commission d'Asile Indépendante, un organisme chargé d'enquêter sur le processus d'asile au Royaume-Uni, composé d'experts des droits humains, de membres de la Chambre des Lords, d'un théologien et d'un réfugié. En 2007, des auditions publiques ont été menées dans tout le pays, avec des témoignages écrits. Les résultats seront publiés l'an prochain. D'autre part, 10 bénévoles ont visité entre 40 et 60 détenus par semaine, faisant également le lien avec les professionnels de la santé et les conseillers juridiques.

Assistance sociale

L'an dernier, 3 110 demandeurs d'asile et réfugiés originaires de 31 pays ont demandé de l'aide au JRS, dont un nombre croissant de demandeurs d'asile déboutés. Chaque semaine, le JRS a aidé 150 personnes à remplir les formulaires pour obtenir une allocation de transport et des bourses humanitaires d'urgence, les aidant à trouver un avocat, et si nécessaire les soutenant financièrement et matériellement. 50 à 60 autres personnes se rendant au Centre du JRS de manière moins régulière, une ou deux fois par mois, ont reçu des services similaires. D'autres encore, dont certains ayant un bracelet électronique, sont venus une à deux fois par semaine. L'état donne aux demandeurs d'asile malades, à ceux qui ont accepté de quitter le Royaume-Uni, ou à ceux dont les dossiers ont été repris, des bons d'un montant de 35 livres sterling par semaine. Certains vivent sur ces bons depuis deux ans. Pour donner un plus grand choix aux détenteurs de bons, le JRS a créé un système d'échange de ces bons. Chaque mois, 7 700 de ces bons ont été échangés contre de l'argent.

Les projets du JRS dans la partie occidentale des Balkans



Bosnie-Herzégovine

L'assistance aux personnes âgées

Depuis sa création en 1996, le JRS propose un soutien médical et psychologique aux rapatriés en situation de vulnérabilité, aux personnes âgées déplacées ou à ceux qui restent seuls à Sarajevo. En 2007, le JRS a aidé 30 personnes: distribution de nourriture, visites médicales, paiement des factures de la vie quotidienne.

Croatie

Réconciliation

L'an dernier, en collaboration avec une ONG serbe orthodoxe, le Monastère serbe orthodoxe de Krka, et des parents, le JRS a créé un jardin d'enfants interethnique et interreligieux pour 45 enfants bosniaques, serbes et croates, les aidant à vivre, jouer et étudier ensemble.

Kosovo

Les survivants des mines antipersonnel

Au cours des sept années passées, le JRS a proposé une assistance médicale directe, un hébergement et un soutien psychologique à des jeunes victimes des mines et à leurs familles. En 2007, des prothèses de membres, des actes de chirurgie oculaire, un suivi médical et des activités éducatives ont été proposés à 66 enfants. 29 jeunes survivants des mines ont pu participer à un camp d'été à Ohrid, en Macédoine.

Réintégration

En partenariat avec la Caritas Luxembourg, le JRS a aidé 12 familles - comprenant 53 enfants - rapatriés de force du Luxembourg entre 2005 et 2007. Les enfants ont pu suivre des cours de langue, et les familles ont reçu une aide pour leur réintégration dans la société kosovare.

Autres activités dans la région

Avec le soutien du personnel du JRS, d'autres agences humanitaires proposent des projets d'aide à domicile pour les personnes âgées, et des cours d'IT en Croatie, Bosnie et Macédoine.



• Fillettes réfugiée dans le centre de réception des familles Pedro Arrupe. Claudio Lombardi/JRS



• Le centre d'accueil de jour des réfugiés Hal Far, Malte. A Pace/HCR



• Distribution du matériel de base. JRS Serbie



Amérique Latine et Caraïbes

En 2007, le conflit armé en Colombie a continué à se répandre dans les pays voisins: le Brésil, l'Equateur, le Panama, le Venezuela, passant du statut de conflit national à celui de conflit régional. Au cours de la dernière décennie - 1997-2007 - la crise humanitaire s'est accrue de façon dramatique, affectant tout particulièrement les populations indigènes, les Afro Colombiens et les métis. A la fin de l'année dernière, plus de trois millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur des frontières de l'état, et 600 000 avaient été obligées de fuir dans les pays voisins. 10 000 enfants ont été recrutés pour participer activement à la guerre, tant par les forces armées gouvernementales que par les groupes rebelles. Les enfants sont aussi utilisés pour les renseignements. On estime à quelque 5 600 le nombre de victimes des mines antipersonnel, dont 567 enfants.

Au Panama, la plupart des réfugiés colombiens sont confinés dans la région frontalière

Les demandeurs d'asile continuent à arriver au compte-goutte en Equateur. Ils fuient les combats qui opposent les groupes militaires et paramilitaires d'extrême droite aux groupes de guérilleros d'extrême gauche. Les arrosages des plantations de coca avec de puissants insecticides ont contribué à l'exode des Colombiens vers l'Equateur. Au début de l'année dernière, le gouvernement équatorien a annoncé son intention de régulariser le statut d'un demi-million de Colombiens clandestins, mais aucune mesure concrète n'a encore été prise.



• Une famille réfugiée qui a reçu un petit prêt du JRS, Guasdalito, sud du Venezuela. Sara Pettinella/ JRS

L'an dernier, des groupes indigènes et des Afro Colombiens fuyant les conflits entre les groupes paramilitaires et les groupes de guérilleros dans la région côtière le long du Pacifique ont demandé asile au Panama. D'autre part, les réfugiés de la côte des Caraïbes ont fui la violence des paramilitaires qui étendent leur contrôle de la région jusque dans les sphères politiques. Une fois arrivés au Panama, les réfugiés sont confinés dans une zone frontalière; ceux qui arrivent en ville ne sont pas autorisés à chercher du travail.

A la fin de l'année 2007, les relations diplomatiques entre les gouvernements vénézuélien et colombien ont presque été rompues. Ils se sont mutuellement accusés: les Vénézuéliens ont été accusés de soutenir les FARC, et les Colombiens d'introduire des paramilitaires au Venezuela pour détruire la révolution socialiste. Des groupes de guérilleros colombiens se sont plusieurs fois opposés à des groupes paramilitaires, dans les états de Zulia, Tachira, Apure et Amazonas, sur la frontière vénézuélienne. Ces conflits ont déplacé des Vénézuéliens et empêché les demandeurs d'asile colombiens de trouver un havre de paix et de sécurité. Les extorsions, les enlèvements, les assassinats commandités, le recrutement des enfants par des groupes rebelles, sont désormais monnaie courante dans les états situés sur la frontière du Venezuela.

En août dernier, le JRS a commencé une évaluation du phénomène réfugié et de la possibilité d'ouvrir un projet dans la région amazonienne de Manaus (Brésil), pour apporter une réponse à la crise humanitaire qui affecte les régions frontalières des voisins de la Colombie.

Des milliers de Haïtiens ont fui la misère et l'instabilité politique. Ils sont principalement partis vers la République Dominicaine, mais aussi vers Porto Rico, les Etats-Unis, le Canada, la Jamaïque et le Venezuela. Les Haïtiens tombent fréquemment entre les mains des trafiquants d'hommes et les contrebandiers qui opèrent presque en toute impunité. L'an dernier, l'Office des Migrations dominicain et l'armée ont arrêté et expulsé 12 427 Haïtiens. En violation de sa propre constitution, l'état dominicain continue à refuser la citoyenneté dominicaine aux enfants nés sur son sol de parents haïtiens. Pour répondre à la crise haïtienne, les équipes du JRS ont uni leurs forces pour renforcer l'accompagnement et pour défendre les droits humains d'une population vivant dans des conditions d'extrême pauvreté.

Alfredo Infante SJ, Directeur du JRS Amérique Latine et Caraïbes

Les projets du JRS en Colombie



En 2007, le JRS a travaillé dans les régions de Magdalena Medio (Barrancabermeja et San Pablo), Valle del Cauca (Buenaventura et Centro del Valle), et Soacha et au sud de Bogota, où ses équipes ont assisté 19 036 déplacés.

Advocacy/communication

En collaboration avec la coalition contre l'utilisation des enfants dans les conflits armés, les équipes du JRS ont surveillé les violations des droits humains dont ont été victimes ce groupe, et il a plaidé leur cause auprès des autorités nationales et de la communauté internationale pour que leur protection soit assurée. En collaboration avec l'Université Javérienne de Bogota, le JRS a fait une étude sur la violation des droits des enfants à Barrancabermeja, Magdalena Medio, et sur l'importance des symboles religieux dans la spiritualité des municipalités de Magdalena Medio. Des personnes déplacées ont reçu de l'aide juridique. D'autre part, le JRS a produit des rapports mensuels sur les droits humains des personnes déplacées, et publié des articles dans les publications jésuites, et produit deux vidéos sur le centre d'accueil de jour de Soacha.

Éducation et formation/soutien d'urgence

Le JRS offre aux populations locales une formation sur les droits humains, au plan national et international, et il les aide à regagner leurs droits de citoyens. Les équipes ont assisté les personnes déplacées à intégrer les cours d'alphabétisation et leur ont donné des cours de danse, de musique et de théâtre. Les communautés déplacées ont participé à des ateliers et à des séminaires sur la planification, la gestion, le développement des activités, la paix et la réconciliation. D'autre part, les équipes mobiles éducatives du JRS ont donné des cours aux enseignants sur le développement personnel, la méthodologie pour travailler avec des enfants, l'analyse sociopolitique, les droits humains et l'administration publique. Les familles en situation d'urgence ont reçu de l'aide pour acheter de la nourriture, des ustensiles, et pour améliorer ou réparer leurs maisons.

Assistance médicale

En collaboration avec l'Institut Colombien pour le Bien-être des Familles, le JRS a proposé des programmes d'aide aux enfants déplacés, tout en surveillant leur alimentation. Dans les zones où le JRS travaille, il a passé des accords avec les hôpitaux locaux pour que les personnes déplacées aient accès aux soins médicaux. En collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, le JRS a proposé une assistance financière aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes. Le JRS a également créé des équipes de santé composées de professionnels du monde de la santé, pour aider les personnes déplacées qui ne peuvent aller consulter les médecins. D'autre part, les communautés déplacées ont reçu une formation en matière de santé, de sexualité, de planning familial, et les personnes victimes de la violence ont reçu une assistance psychologique.

Services sociaux et développement communautaire/pastorale

Les équipes du JRS ont offert aux familles nouvellement arrivées dans des villes comme Bogota, une information de base sur les services et les soutiens accessibles. Le JRS a fourni une aide technique à des organisations de femmes, et un soutien financier à trois cantines donnant des repas aux jeunes enfants. Les personnes déplacées ont reçu un soutien technique et financier pour qu'elles puissent créer des projets agricoles et des coopératives communautaires. En étroite collaboration avec les institutions religieuses, le JRS a proposé des services pastoraux, y compris la célébration de messes à Noël et pendant la Semaine Sainte.



Les projets du JRS en République Dominicaine

En 2007, le JRS a travaillé à Saint-Domingue, Santiago et dans la ville frontalière de Dajabon; il y a assisté 1 500 personnes.

Advocacy/communication

En 2007, le JRS a créé un institut politique sur les droits humains, surveillant et participant à des débats publics sur l'immigration et l'asile, dans les médias de presse écrite, à la radio, à la télévision et sur Internet, à des tables rondes et à des séminaires. Des recherches ont été entreprises sur les conditions de travail des Haïtiens dans le secteur du bâtiment en République Dominicaine et des articles politiques ont été écrits sur le trafic des êtres humains et sur leur introduction clandestine. L'équipe a également participé à un certain nombre d'événements sociaux et culturels, y compris la Journée Internationale des Femmes, et la Journée Mondiale des Réfugiés.

Education

Le JRS a proposé des cours aux autochtones et aux populations de migrants sur les droits de l'homme, en mettant l'accent sur l'éducation, et des ateliers sur les droits humains, l'interculturel, la différence sexuelle, le développement local, le leadership et l'estime personnelle. Les équipes ont également aidé les enfants à s'inscrire et à intégrer les écoles publiques locales, et en proposant des cours de créole et d'espagnol, ainsi que des bourses aux Haïtiens.

Services sociaux et développement communautaire

Le JRS a continué à proposer divers types d'assistance, dont l'assistance technique, aux ONG haïtiennes, ainsi que des projets de gestion et d'autres formations aux ONG de terrain. Les migrants ont reçu une aide pour réparer leurs maisons et centres communautaires, et les communautés affectées par les cyclones tropicaux ont également reçu une aide. Des femmes migrantes ont reçu des machines à coudre, ce qui les a aidées à démarrer de petites activités commerciales. Le JRS a également assisté des parents haïtiens et dominicains pour l'obtention de permis de résidence et de passeports, et les équipes du JRS ont assuré le suivi des familles touchées par la violence domestique.



Les projets du JRS en Haïti

En 2007, le JRS a travaillé dans les cités de Ouanaminthe, Captille et Ferrier, situées sur la frontière nord-ouest. Il a assisté 7 004 personnes.

Advocacy/communication

Le JRS a créé un institut politique pour l'étude des violations de droits humains et offrir de l'aide juridique aux victimes. L'équipe a fait des recherches dans le domaine des violations des droits humains dans la région frontalière, et engagé des débats publics dans les médias sur le trafic des migrants et sur leur entrée clandestine, elle a également publié des bulletins sur les activités du JRS dans le pays.

Formation/éducation

Le JRS a administré des écoles maternelles et primaires, qui ont accueilli 300 enfants, et proposé une formation en psychologie aux enseignants. L'équipe a également organisé des conférences pour les migrants expulsés sur les conditions de migration en République Dominicaine, et à des organisations liées à des communautés de base sur les migrations clandestines, le trafic et l'entrée clandestine des migrants. La population a été invitée à des ateliers sur l'égalité des sexes; ce qui a provoqué une réduction du nombre de cas de violence domestiques signalés.

Assistance/activités rémunératrices

Le JRS a fourni une assistance financière aux migrants expulsés pour qu'ils puissent acheter de la nourriture et payer les frais de transport pour rentrer chez eux. Il a également assuré le suivi une fois rentrés au pays pour les aider à se réintégrer. Les familles affectées par la violence domestique ont également reçu une aide. Quatre organisations liées à des communautés ont reçu des aides, en particulier une assistance technique, pour les aider à diriger une ferme écologique, tandis que les travailleurs sur la frontière ont reçu de petits prêts et une formation pour les aider à monter des coopératives.



Les projets du JRS en Equateur

En 2007, le JRS a continué à travailler dans les faubourgs de Quito, la capitale de l'Equateur, ainsi que dans la région frontalière de Lago Agrio. Il a directement assisté 2 313 personnes.

Advocacy

En tant que membre de la coalition nationale pour les réfugiés et les migrants, le JRS a élaboré des propositions sur les divers aspects des droits humains des migrants et des réfugiés, présenté des rapports aux agences équatoriennes locales et nationales et aux organisations internationales. L'équipe a formulé des propositions politiques en relation avec la réforme de la constitution équatorienne, et fourni un soutien technique et d'autres types de soutien au réseau des migrants et des réfugiés du pays.

Education

Les enfants de migrants et de réfugiés ont pu, avec l'aide du JRS, reprendre le chemin des écoles locales. Le JRS a fait des propositions pour faire entrer les questions relatives aux réfugiés et aux migrants dans le cursus éducatif Fè y Alegria. En 2008, il sera testé dans un certain nombre de centres et, si la tentative s'avère positive, il sera présenté au Ministère de l'Education. Le JRS a adapté des histoires relatant la vie des migrants et des réfugiés pour les jeunes enfants, pour les sensibiliser aux questions qui les touchent.

Formation/accompagnement

Dans tout le pays, le JRS a proposé un certain nombre de soutiens, dont un soutien technique permanent, à des ONG de terrain qui travaillent dans des domaines liés aux réfugiés. L'équipe a également organisé une formation sur la citoyenneté et sur la gestion pour les membres des ONG qui travaillent sur les migrants et les réfugiés, qui à leur tour, ont proposé ce cours à leurs bénéficiaires.



Les projets du JRS Panama

En 2007, le JRS a assisté 1 389 Afro Colombiens et indigènes colombiens réfugiés dans la ville de Panama (Curundu, Panama Viejo, Parque Lafebre et Torrijos-Carter), ainsi qu'à Jaque et Puerto Piña sur la frontière colombienne.

Advocacy

En collaboration avec des réseaux nationaux, tels que la Mesa Nacional de Migración y Refugio (MENAMIRE), et la Pastoral de Movilidad Humana, le JRS a fait une campagne de sensibilisation sur les questions relatives aux réfugiés avec les autorités panaméennes, et dans les médias nationaux et internationaux. L'équipe a également animé des ateliers sur les lois humanitaires et les lois internationales pour des réfugiés, des migrants, des membres des populations autochtones, dont des fonctionnaires et des policiers travaillant sur la frontière avec la Colombie. D'autre part, le JRS a participé à la création d'un programme de recherche administré par la MENAMIRE.

Accompagnement/juridique

Le JRS a accompagné la population réfugiée dans la région frontalière de Darien, surveillant la situation des droits humains, et participant à des événements culturels prévus pour les jeunes. Le personnel du JRS a également assisté des migrants demandant un permis de travail, des visas d'étudiants et des permis de résidence, sans oublier l'aide apportée aux migrants cherchant à sortir des centres de rétention administrative.

Formation/activités rémunératrices

Le JRS a proposé une formation professionnelle à des communautés déplacées à Embera, Wounam et Kunas, sur la frontière colombienne, ainsi que des prêts à des personnes déplacées désireuses de créer une petite activité commerciale. En collaboration avec les centres de Fè y Alegria, le JRS a mené des campagnes de sensibilisation et des ateliers éducatifs avec des élèves du centre et des communautés locales.

Aide d'urgence/soutien/attention psychologique

Cinq cent personnes se sont retrouvées à la rue et 137 maisons ont été détruites par un incendie qui s'est déclaré dans le district de Curundu. Le JRS a fourni aux victimes une aide financière et matérielle pour reconstruire leurs maisons, et une aide psychologique pour les enfants et les adolescents.



Les projets du JRS au Venezuela

En 2007, les équipes du JRS ont travaillé à El Nula et Guasdalito, dans l'état d'Alto Pure, sur la frontière avec la Colombie. Elles ont directement assisté 2 918 adultes et enfants.

Juridique/advocacy/formation/recherche

Le JRS propose des services et l'aide juridique à toutes les personnes demandant le statut de réfugié, et aussi aux réfugiés et aux communautés locales dont les droits sont violés. Les équipes rencontrent les fonctionnaires à qui ils parlent de l'expérience des demandeurs d'asile et des réfugiés, et ils tentent de trouver des moyens politiques pour pouvoir améliorer l'aide qu'ils leur apportent. Sur la frontière colombienne, des ONG et des fonctionnaires ont été invités à participer à des ateliers sur les droits humains, et des recherches sont en cours sur les droits humains des femmes, en particulier tout ce qui découle de la violence sexuelle.

Intégration/assistance psychologique

Le JRS a proposé des formations sur des questions telles que le développement communautaire et la gestion à des réfugiés et à des leaders de communauté. L'un des objectifs est de promouvoir le contact entre leaders de communautés, enseignants, etc. et de renforcer la coopération entre les réseaux pour que les autochtones et la population réfugiée puissent avoir accès à la santé, l'éducation et des informations liées aux réfugiés. L'équipe a également proposé des conseils aux réfugiés demandeurs d'emploi, et soutenu ceux qui démarrent une petite activité commerciale, y compris pour obtenir de petits prêts. Les femmes réfugiées ont également reçu une formation professionnelle. D'autre part, le JRS a proposé une assistance psychologique à des adultes et à des enfants atteints de maladie mentale et qui ont été victime de violence à l'intérieur de leur famille. Des femmes ont reçu une formation psychologique, et des activités ont été proposées à des jeunes pour empêcher qu'ils ne soient recrutés par des groupes armés rebelles.



• Une famille réfugiée colombienne après un incendie. District de Curundu, Panama City. JRS Panama



• Une communauté réfugiée reçoit un prêt du JRS pour une école locale, El Nula, sud du Venezuela. Sara Pettinella/JRS



• Familles déplacées dans le district marginalisé de Soacha, Bogota, Colombie. Sara Pettinella/JRS



Etats-Unis – Canada

Etats-Unis/Canada

En 2007, on a noté d'importantes évolutions, positives et négatives, dans la politique des Etats-Unis et dans le regard de l'opinion publique sur les réfugiés et les migrants forcés. La mise en œuvre d'une section concernant " l'aide matérielle au terroriste " dans le cadre d'une législation anti-terroriste, comportant une définition fumeuse du terrorisme et de ce que signifie le soutien matériel aux terroristes, a grandement contribué à une diminution du nombre de réfugiés réinstallés en 2006. A la suite de quoi, de nombreux réfugiés, eux-mêmes victimes du terrorisme, n'ont pas reçu la protection des Etats-Unis. A la fin de l'année 2007, une loi a été votée qui interdit de refuser l'entrée à des personnes injustement accusées de terrorisme. Le renoncement à la clause relative à l'aide matérielle au terrorisme devrait faciliter la réinstallation aux Etats-Unis d'un grand nombre de réfugiés en situation de grande vulnérabilité, tels que les Chin Birmans en Inde et en Malaisie, les Bhoutanais au Népal, les Lao Hmong et les Montagnards vietnamiens, ainsi que les rebelles Birmans en Thaïlande.

Une partie significative de l'aide des Etats-Unis à la Colombie a été transférée de la sécurité aux services sociaux et juridiques

L'an dernier, les législateurs américains ont manifesté leur inquiétude concernant les violations des droits humains commis par les gouvernements à l'encontre des populations déplacées. En conséquence, le gouvernement avait alloué 45% du Plan américain d'Aide à la Colombie aux services sociaux et juridiques, et 55% seulement, comparé aux 80% des années précédentes, à l'aide militaire qui, en son temps, avait provoqué le déplacement de centaines de milliers de familles colombiennes.

En dépit du soutien apporté par des groupes religieux, le Congrès n'a pas voté une législation globale sur l'immigration qui ouvrirait la porte à la citoyenneté pour quelque 12 millions de migrants sans papiers et instaurerait un programme pour les travailleurs temporaires leur offrant la sécurité et leur garantissant le respect de leurs droits. Dans l'atmosphère politiquement chargée de la période électorale, une mentalité de " mise en œuvre seule " a touché des segments de la population. La construction de murs sur la frontière, l'utilisation croissante de la mise en détention des migrants, les descentes sur les lieux de travail des migrants, et les campagnes de dénigrement des migrants rendus responsables des difficultés économiques, sont devenus des lieux communs. Un grand nombre de citoyens américains pensent que le Congrès ne reprendra pas cette question avant plusieurs années. En l'absence de réformes nationales, plusieurs états américains et municipalités locales ont pris des mesures anti-immigration, contribuant par là même à aggraver la situation déjà difficile des migrants sans papiers.

Ken Gavin SJ, Directeur du JRS Etats-Unis

Canada

Les tribunaux canadiens ont décidé que les Etats-Unis ne représentaient pas un lieu sûr pour les réfugiés originaires de certains pays

En novembre dernier, un juge canadien a rejeté l'Accord de réinstallation dans un pays tiers sûr, avec les Etats-Unis. Il a conclu que les Etats-Unis ne représentaient pas un pays sûr pour des réfugiés venant de certains pays. Le JRS s'était efforcé d'annuler cet accord qui avait empêché les réfugiés voyageant à travers les Etats-Unis de demander asile au Canada. Pendant ce temps, au Québec, le sujet de l'intégration des migrants et les critères de reconnaissance des réfugiés fuyant la persécution religieuse, étaient au cœur du débat public.

Au cours d'une rencontre, il y eut des signes de xénophobie et de discrimination qui ont été exagérés dans les médias, ce qui a rompu l'harmonie sociale qui prévaut dans cette ville multiculturelle.

Dans sa volonté de soutenir la politique des Etats-Unis en matière de commerce, d'actions militaires, de réfugiés, etc. le gouvernement canadien a refusé de condamner le centre de rétention de Guantanamo, et de condamner la détention d'un citoyen canadien, Omar Khadr, un enfant soldat emprisonné alors qu'il avait 15 ans. De plus, le gouvernement n'a pas remplacé 43 postes vacants sur les 215 postes de juge au tribunal des réfugiés. Ce qui provoque des délais dans le traitement des dossiers et fait naître des critiques tant du côté des personnes favorables aux réfugiés, que chez leurs adversaires.

Jack Costello SJ et Elisabeth Garant, personnes-contact JRS au Canada

Projets du JRS aux Etats-Unis



Détention/pastorale/immigration

En 2007, le JRS a coordonné 3 712 services religieux auxquels ont pris part 41 580 personnes retenues, de religions différentes - 55% de catholiques, 33% de protestants, 8% de musulmans, 1% d'israélites et 3% de religions autres. Les aumôniers ont animé 589 sessions spirituelles et d'accompagnement, ils ont célébré plus de 1 005 services religieux, et des bénévoles ont animé plus de 1 828 services religieux en langue espagnole, arabe et anglaise. En partenariat avec le JRS et la Province du Mexique, la Province jésuite de Californie a mis en œuvre l'Initiative Kino sur la Frontière qui dispense un enseignement et une formation sur les questions relatives à l'immigration et sur la manière de toucher les migrants, et qui plaide la cause des migrants vivant des deux côtés de la frontière.

Advocacy

Le JRS a aidé le diocèse texan de Brownsville à proposer à nouveau l'Eucharistie aux migrants après que l'utilisation du vin de messe a été interdite dans un centre local de rétention. De plus, grâce aux efforts d'advocacy du JRS, le Congrès a redistribué une grande partie des 600 millions de dollars du plan américain d'aide aux programmes de certaines organisations humanitaires en Colombie. En collaboration avec d'autres agences, le bureau d'advocacy du JRS a provoqué la législation fédérale à voter une loi prévoyant la possibilité de faire appel pour les réfugiés qui se sont vus refuser l'accès au programme de réinstallation américain, et la réinstallation de plusieurs milliers de réfugiés bhoutanais et birmanais.

Financement/accessibilité

Le JRS a financé un certain nombre d'autres projets dans le monde, y compris l'assistance médicale aux Haïtiens vivant en République Dominicaine, les déplacés en République Démocratique du Congo, l'éducation secondaire pour les réfugiés bhoutanais, l'hébergement, l'éducation et la formation professionnelle pour des déplacés au Sri Lanka, et le soutien d'une maison de convalescence pour des réfugiés malades en Malaisie. Depuis 2006, le JRS a également visité 32 lycées jésuites, sensibilisant les élèves et les enseignants aux problèmes et aux besoins des réfugiés.



Les projets du JRS au Canada

A Toronto, le JRS a travaillé avec la Maison Romero, aidant les réfugiés à s'installer dans le pays, proposant des cours de langue au personnel du JRS originaire d'Amérique Latine et des cours au lycée jésuite Régis. En tant que membre de la Sanctuary Coalition, le JRS est engagé dans la sensibilisation de l'opinion publique à la nécessité d'offrir un refuge et dans la défense des individus qui risquent l'expulsion. Quelques cas litigieux ont mis en lumière la pratique nationale du refuge religieux. En novembre, le JRS a été nommé l'un des quatre sponsors, dont le Centre jésuite Prodh à Mexico City, pour une consultation majeure prévue pour janvier 2008 sur le Mexique et sur sa capacité à protéger les citoyens en situation de risque.

A Montréal, le JRS a géré le processus de consultation de la campagne "Lives on Hold" (Des vies en attente) qui plaide la cause des personnes qui ne peuvent être expulsées sans avoir pour autant, et cela peut durer des années, de statut juridique. Ce bureau a vigoureusement œuvré avec d'autres groupes pour persuader le gouvernement de signer la Convention de Protection des Migrants et de leurs familles qui fait partie de notre défense des ouvriers agricoles et des travailleurs domestiques. Le JRS a également sponsorisé la réinstallation de 32 réfugiés originaires d'Afghanistan, d'Ethiopie, du Ruanda et du Burundi.

Les Finances du JRS 2007

Quelques notes brèves d'explication

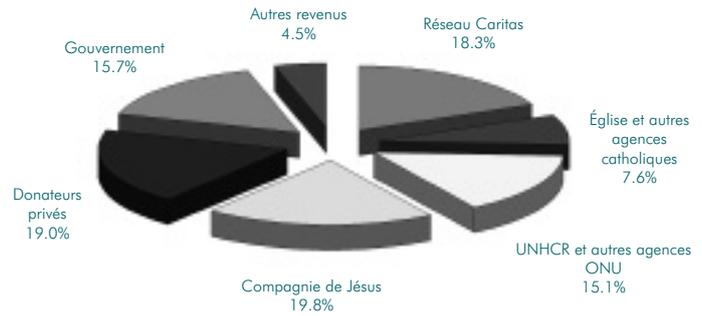
1. Informations tirées des rapports financiers (recettes et dépenses) reçus des bureaux nationaux et/ou régionaux.

2. Le soutien en nature, en particulier de la part de la Compagnie de Jésus et d'autres congrégations religieuses, n'est pas inclus dans ces chiffres. Même s'il joue un rôle important pour l'activité du JRS, il est difficile à quantifier.

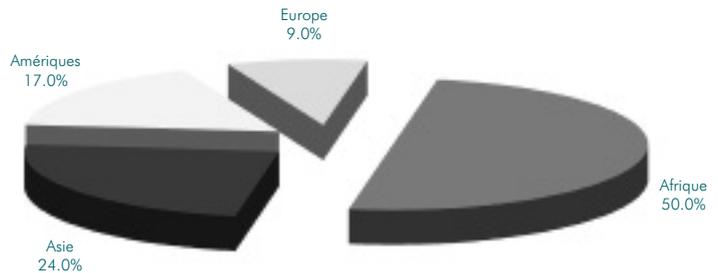
3. Sources de financement:

- Église et autres agences catholiques se réfère aux dons de conférences épiscopales, de diocèses, de congrégations religieuses et d'agences catholiques différentes de Caritas;
- Donateurs privés inclut les dons de particuliers et de fondations privées;
- Autres revenus se réfère aux gains dus aux investissements, aux intérêts bancaires et aux revenus de projets rémunérateurs;
- Compagnie de Jésus se réfère aux dons de jésuites, de provinces jésuites et de procures jésuites pour les missions.

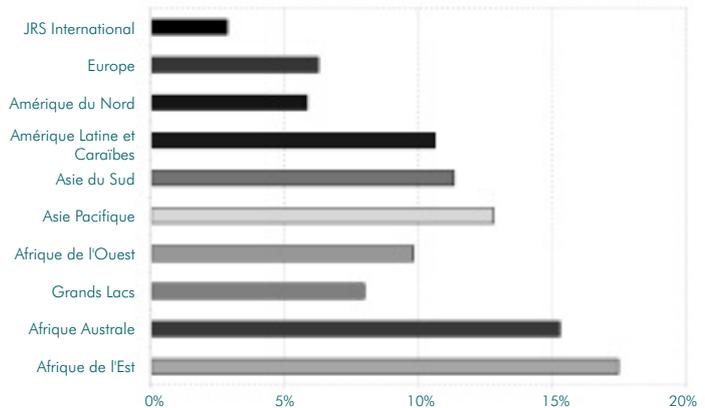
Sources de financement en pourcentage



Répartition des dépenses par continent en pourcentage



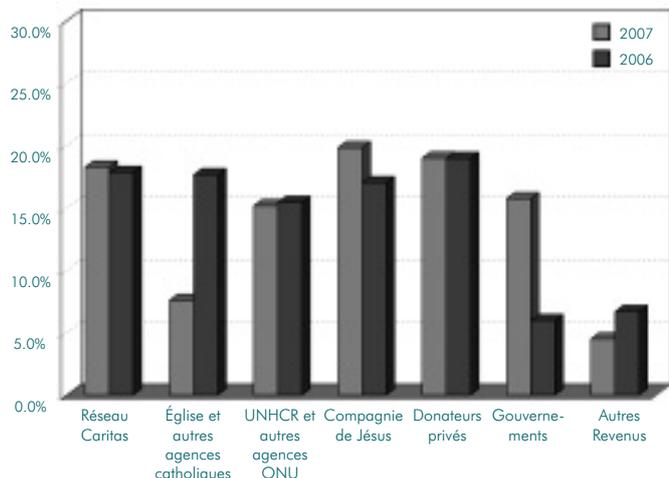
Répartition des dépenses par région en pourcentage



Sources de financement sur l'ensemble de la planète (En Euros)

Réseau Caritas	4,494,998
Église et autres agences catholiques	1,866,659
UNHCR et autres agences ONU	3,731,189
Compagnie de Jésus	4,876,246
Donateurs privés	4,673,154
Gouvernements	3,872,990
Autres Revenus	1,105,550
Total	24,620,786

Sources de financement: comparaison 2006-2007



Les publications du JRS



Le site web du JRS

Visitez <http://www.jrs.net> - le site du JRS - pour toutes les nouvelles et les informations sur les réfugiés en temps réel. Le site contient des "Alertes" régulières provenant de pays spécifiques où le JRS est présent, des articles de fond et des reportages des membres du JRS sur le terrain, ainsi que des documents et des publications du JRS.



Servir

Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail du JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis en place pour les aider. Servir est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.



Dans les pas du père Arrupe

La spiritualité ignacienne vécue dans le service des réfugiés

Le centième anniversaire de la naissance du père Arrupe est le moment de se rappeler sa vision pour le JRS et de s'assurer que, même si l'organisation grandit et si le monde change, il doit perdurer.

Les réflexions des Jésuites consignées dans ce livret témoignent du caractère vivant de son héritage. Elles réaffirment ses espoirs prophétiques concernant le rôle que les Jésuites sont appelés à tenir pour alléger les besoins urgents des personnes déplacées de force, et le bénéfice spirituel de cette importante forme d'apostolat moderne.

Le père Kolvenbach, l'ancien Supérieur Général, décrivait le travail du JRS dans les termes suivants: "... planter des semences d'espérance dans l'aridité des camps de réfugiés où l'avenir des personnes est souvent menacé. Et en particulier celui des jeunes réfugiés désespérés, qui ne peuvent avoir accès à l'éducation."

Il avait demandé au JRS de travailler de sorte que les réfugiés regagnent foi en eux-mêmes et en leur avenir. Il décrivait le travail du JRS en ces termes: "transformer la haine passée et présente en éléments de vie, sans oublier la sagesse qui permet la réconciliation..."

Vingt-sept ans après la fondation du JRS, la magnifique réponse donnée à cet appel initial n'a pas diminué d'intensité. De même l'impact de cet apostolat sur les Provinces qui fournissent des ressources en hommes, demeure réel et profond. La vision du père Arrupe a inspiré un grand nombre de Jésuites, de laïcs, de religieux et religieuses, qui ont travaillé avec le JRS et continueront de l'accompagner à l'avenir.

JRS Dispatches

Dispatches, un bulletin électronique bi-mensuel d'informations, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et les activités du JRS. Il est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.

Pour recevoir gratuitement Servir et Dispatches, abonnez-vous à travers le site Internet du JRS <http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Contacteur le JRS

Bureau International

C.P. 6139,
00195 Roma Prati, Italie
Tel: +39 - 06 68 97 73 86
Fax: +39 - 06 68 97 73 80
Email: international.director@jrs.net

Afrique de l'Est

PO Box 76490,
Nairobi 00508, Kenya
Tel: +254 - 20 38 74 152
Fax: +254 - 20 38 71 905
Email: eastern.africa@jrs.net

Grands Lacs

B.P. 2382,
Bujumbura, Burundi
Tel: +257 210 494
Fax: +257 243 492
Email: grands.lacs@jrs.net

Afrique Australe

P.O. Box 522515, Saxonwold 2132,
Johannesburg, Afrique du Sud
Tel: +27 - 11 327 0811
Fax: +27 - 11 327 0811
Email: southern.africa@jrs.net

Afrique de l'Ouest

B.P. 2088,
Abidjan 08, Côte d'Ivoire
Tel: +225 - 22 446 815
Tel/Fax: +225 - 22 446 833
Email: west.africa@jrs.net

Asie Pacifique

PO Box 49, Sanampao Post Office
Bangkok 10406, Thaïlande
Tel: +66 - 2 640 9590
Fax: +66 - 2 271 3632
Email: asia.pacific@jrs.net

Afrique du Sud

ISI, 24 Benson Road,
Bangalore, 560 046, Inde
Tel: +91 - 80 235 37 742
Fax: +91 - 80 235 37 700
Email: south.asia@jrs.net

Europe

Rue du Progrès, 333 - boîte 2,
B-1030 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 - 2 250 3220
Fax: +32 - 2 250 3229
Email: europe@jrs.net

Amérique Latine et Caraïbes

Camejo a Colón,
Edificio Torre La Oficina, Piso 2,
oficinas 2-1, 2-2, 2-4,
Caracas, 1010-A Distrito Capital,
Venezuela
Tel/Fax: +58 - 212 564 6576
Email: latin.america@jrs.net

Étas-Unis

1616 P Street NW, Suite 300,
Washington, DC 20036-1405,
États-Unis
Tel: +1 - 202 462 0400
Fax: +1 - 202 328 9212
Email: usa@jrs.net

France

14, rue d'Assas
F-75006 Paris, France
Tel: +33 1 44 39 48 19
Email: france@jrs.net

Belgique

Rue Maurice Liéart, 31/9
B-1150 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 2 738 0818
Fax: +32 2 738 0816
Email: belgium@jrs.net



Soutenez notre travail auprès des réfugiés

Ce sont vos dons qui nous permettent de soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile dans plus de cinquante pays. Si vous souhaitez faire un don, merci de bien vouloir remplir le coupon ci-contre et de l'envoyer au Bureau International du JRS. (Chèques au nom du Jesuit Refugee Service)

Je désire soutenir le travail du JRS

Don ci-joint de

Chèque ci-joint

Nom: Prénom:

Adresse:

Ville: Code Postal:

Pays:

Téléphone: Fax:

Email:

Pour les transferts bancaires à l'ordre du JRS
Banque: Banca Popolare di Sondrio, Roma (Italie), Ag. 12
ABI: 05696 – CAB: 03212 – SWIFT: POSOIT22
Intitulé du compte: JRS
Numéro du compte:
pour les Euros: 3410/05
IBAN: IT 86 Y 05696 03212 000003410X05
pour les dollars des États-Unis: VAR 3410/05
IBAN: IT 97 O 05696 03212 VARUS0003410

Je considère que cet apostolat, à la fois moderne et nouveau pour la Compagnie dans son ensemble, revêt une grande importance pour aujourd'hui et pour demain, et que la Compagnie en tirera un bénéfice spirituel

Pedro Arrupe SJ, 14 novembre 1980





accompagner
servir
défendre



www.jrs.net



Rapport Annuel 2007